

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSE DE DOCTORAT

LE CAMEROUN

DEPUIS LE TRAITÉ DE VERSAILLES

(29 Juin 1919)

PAR

Raoul NICOLAS

Thèse soutenue le 22 Mai 1922 à 3 h. 1/2

MEMBRES DU JURY :

Président, M. GARÇON

Professeur, M. BASDEVANT

Agrégé, M. GIDEL

* SAINT-AMAND (CHER)
IMPRIMERIE A. CLERC

1922

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSE DE DOCTORAT

LE CAMEROUN

DEPUIS LE TRAITÉ DE VERSAILLES

(29 Juin 1919)

PAR

Raoul NICOLAS

Thèse soutenue le 22 Mai 1922 à 3 h. 1/2



MEMBRES DU JURY :

Président, M. GARÇON

Professeur, M. BASDEVANT

Agrégé, M. GIDEL

SAINT-AMAND (CHER)
IMPRIMERIE A. CLERC

1922

FACULTÉ DE DROIT
THÈSE DE DOCTORAT

LE CALIBRON

DEPUIS LE TRAITÉ DE VESPALE

1791-1801

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
probation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PARIS 1801

1791-1801

1791-1801

1791-1801

1791-1801

1791-1801

1791-1801

1791

INTRODUCTION

Cette étude a pour but de montrer quel a été le rôle de notre Administration au Cameroun depuis le traité de Versailles. L'œuvre de nos Coloniaux est souvent méconnue, toujours décriée. Il est facile de comprendre que les principes dirigeants qui président à l'organisation et à la mise en valeur de pays neufs à population à évolution attardée, ne sauraient être les mêmes que ceux qui régissent la Métropole. Mais, il y a lieu de remarquer que les institutions démocratiques ont été conquises après 19 siècles d'évolution, et les plus grands philosophes de l'Antiquité avaient, à l'aube de notre ère, déjà jeté, en des termes qui n'ont jamais été dépassés, ni peut-être atteints, les bases fondamentales du droit public.

Le pays qui nous occupe est encore pour la plus grande partie, habité par des peuplades qui sont au premier stade du développement anthropomorphe. Aucune assimilation ne peut donc être faite. Cependant nous essaierons de montrer quelles sont les étapes sur la route du progrès, parcourues dans ce pays depuis l'occupation française.

Dans son étude sur les territoires du Cameroun occupés par les troupes françaises (Thèse pour le Doctorat, Paris 1919) M. le Commandant Marabail a déjà abordé ce sujet, et, il pourrait sembler au premier abord qu'il soit épuisé. Il

Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

SITUATION GÉOGRAPHIQUE. — DIVISIONS TERRITORIALES. — SYSTÈME HYDROGRAPHIQUE. CLIMAT. — ÉTAT SANITAIRE. — RACES ET IDIOMES.

Situation géographique du Cameroun. — L'ancienne colonie allemande du Cameroun s'étendait de la pointe nord-est du golfe de Guinée, entre le $1^{\circ} 15'$ de latitude sud et le $13^{\circ} 10'$ de latitude nord, et le $8^{\circ} 25'$ et le $18^{\circ} 33'$ de longitude est.

La superficie de ce territoire était évaluée avant 1911 à 492.000 kilomètres carrés. Après les accords franco-allemands de 1911 elle fut portée à 756.000 kilomètres carrés.

Cette colonie était limitée au nord-ouest par la Nigéria, à l'est et au sud par l'Afrique Equatoriale Française. Sur le côté ouest, la Guinée espagnole forme une enclave dans son territoire.

La frontière entre le Cameroun et la Nigéria, de la mer à l'embouchure de la Akwayafe (Eliana) affluent de la Benoué, à la hauteur du $12^{\circ} 55'$ de longitude est, a été définie par l'accord de Londres du 11 mars 1913. Elle décrivait un arc de cercle à l'est de Yola à une distance de 50 kms environ et se dirigeait au nord-est vers le lac Tchad qu'elle atteignait à la pointe méridionale.

La frontière entre le Cameroun et les territoires français avait été déterminée par la Convention de novembre 1911 et la déclaration du 28 septembre 1912. Le tracé avait été établi par la mission de délimitation de 1912-1913, mais n'avait pas encore été ratifié avant la déclaration de la guerre.

La frontière de la Guinée espagnole, au sud-ouest, a été fixée par la convention du 27 juin 1900. Elle forme deux parallèles à la hauteur du 1^o et du 2^o 10' de latitude nord, au nord et au sud. A l'est, elle est parallèle au méridien de Paris à 9^o à l'est. A l'extrémité de l'angle sud-ouest de cette enclave, une bande de terrain avait été donnée aux Allemands pour permettre la construction d'un chemin de fer et d'une route.

Le 4 mars 1916, un accord a été conclu entre la France et l'Angleterre pour se partager les territoires allemands qui avaient été conquis par les troupes alliées.

Au terme de cet accord, la France était chargée de l'administration de la presque totalité du Cameroun à l'exclusion :

1^o De la zone voisine de la Nigéria dont la limite est formée, d'abord, par une ligne droite de Yola à Wro-Mali, puis par une ligne aussi droite que possible de Wro-Mali à la baie de Bimbia et nous laissant : Banyo Fumban, Baré, et la totalité du chemin de fer Baré-Bonabéri.

2^o De l'enclave correspondant à la région Bornou incorporée dans le Cameroun de façon à réunir tout le territoire dépendant de l'Emir. Cette enclave forme un demi-cercle partant de Wilgo sur le Tchad et passant par Kutélaha, Woma, Nagissa, Isaga, dans la direction Kabairi.

Le territoire cédé en 1911 et constituant le nouveau Cameroun fut laissé sous l'administration de l'Afrique Equatoriale Française.

La date fixée pour le transfert des territoires aux autorités anglaises était celle du 31 mars-1^{er} avril 1916.

L'accord du 4 mars 1916 n'avait qu'un caractère provisoire

Postérieurement au traité de Versailles du 29 juin 1919, les gouvernements de Londres et de Paris signèrent le 10 juillet 1919 une déclaration portant détermination de la frontière séparant les territoires du Cameroun placés sous leurs deux autorités respectives. Un élargissement de la zone anglaise a été concédé par la France dans la région du Bornou. Au sud la frontière a été remaniée de façon à laisser entièrement en territoire français la route construite par l'administration allemande, qui, partie de la côte, se dirige vers le Tchad.

En échange de cet agrandissement, dans la région du littoral, la France cède dans le nord, une importante région dont les tribus se rattachent naturellement à la Gold Coast britannique.

L'article I de cette déclaration est consacré à la description de cette frontière sur la carte. L'article 2 énonce certaines modalités suivant lesquelles devra s'effectuer l'application sur le terrain de la nouvelle frontière.

Les opérations de délimitation provisoire de cette frontière ont été terminées en janvier 1921. Une mission de délimitation définitive devra procéder à l'abornement de la frontière décrite par l'accord de 1919.

Divisions territoriales. — Les auteurs qui ont déjà écrit sur le Cameroun, s'accordent pour le diviser en régions nettement marquées géologiquement et climatériquement. Ces divisions naturelles, évidemment mal délimitées, sont tant soit peu conventionnelles. Dans son étude sur les territoires du Cameroun occupés par les troupes françaises (Thèse pour le Doctorat, précitée) M. le Commandant Marabail, l'a divisé en Pays Bas du Cameroun, Cameroun Méridional, Plateau Central du Cameroun et Cameroun Nord.

D'autres auteurs, notamment M. Camille Martin dans une très sérieuse étude, publiée par les soins du Comité de l'Afrique française, le divise en un plus grand nombre de

régions naturelles : le Mont Cameroun, la Région du Cross, les Pays-Bas du Cameroun, le Cameroun Méridional, le Haut Plateau Central, la Région d'Adamaoua et le Pays du Tchad.

On peut diviser le territoire plus simplement en plateau Camerounien, Région Côtière, Région Montagneuse d'Adamaoua, et Bassin du Lac Tchad.

Plateau Camerounien. — Ce plateau décrit un arc de cercle en se dirigeant vers le nord entre le 8°6' de latitude Nord, et s'étend dans l'intérieur du pays du 10° au 15° ou 16° de longitude est. Ces montagnes s'élèvent plus ou moins abruptement dans le centre de la région d'Adamaoua (de 300 à 600 mètres au-dessus du niveau de la mer) jusqu'à des hauteurs de 1200 à 3000 mètres.

Cette crête montagneuse s'étend vers le sud en descendant par une série de plateaux de 900 à 1500 mètres au-dessus du niveau de la mer et finit par s'étaler en un remarquable plateau d'environ 600 mètres d'altitude.

Dans certains endroits ce plateau est tout à fait plat ; dans d'autres, il est coupé d'arêtes et de cavités, tandis que dans le sud il s'élève sur les deux rives de la rivière Dja, jusqu'à une altitude de 1000 mètres environ.

Le plateau Camerounien s'abaisse progressivement jusqu'à la région côtière de l'ouest.

Au nord les hauteurs de Manengouba forment une transition entre les régions élevées et les Pays-Bas de la Côte.

Au sud de ces hauteurs, le plateau descend en deux gradins de 1000 à 2000 mètres jusqu'à la plaine côtière.

La Région côtière est divisée en deux parties inégales par la masse volcanique du mont Cameroun (3900 mètres). Vers le nord-ouest, une bande de terre d'alluvions, large de 400 à 480 kilomètres, marécageuse et profondément échan-crée et dentelée, s'étend dans l'intérieur jusque vers la région des collines. Au sud, une semblable région d'allu-

vions, limitée du nord au sud par de Kampo et traverse la Guinée espagnole. Cette région est traversée par des rivières importantes.

Région montagneuse d'Adamaoua. — Elle est pour la plus grande partie assez plate (450 à 600 mètres) d'altitude et est divisée en deux parties par la large et basse dépression de la Bénoué. Malgré tout, s'élèvent dans cette région, des blocs montagneux comparables, comme altitude au plateau Camerounien. Au sud de la Bénoué, se trouvent plusieurs massifs, identiques, notamment le long de la frontière ouest de la Colonie. Au nord de la Bénoué, se trouvent les montagnes de Mandara (1200 mètres). Sur le versant septentrional, les terres descendent uniformément jusqu'aux plaines alluviales du Logoné et du lac Tchad.

Le bassin du lac Tchad se compose pour la plus grande partie d'une grande plaine qui s'abaisse à peine vers le nord. A deux ou trois endroits, des collines et des crêtes émergent. Ailleurs, le terrain est ondulé par des monticules de sable. Cette région se transforme en un véritable lac à la saison des pluies.

Le Rivage de la Mer. — La côte qui s'étend sur 355 kilomètres de longueur est basse et marécageuse. Les alluvions apportés par les rivières ont formé de nombreux bancs de terre qui tendent à former des lagunes. En quelques endroits, cependant, entre Kribi et Kampo, et particulièrement autour du Mont Cameroun, la côte est rocheuse.

Sur la côte, dans la baie d'Ambas, s'élève la ville de Victoria. Cette baie quoique exposée aux vents d'ouest est excellente. Dans le golfe du Cameroun qui s'étend entre le Cap Cameroun et la pointe de Suelaba, se trouve un estuaire large de 8 kilomètres environ et formé par les eaux des rivières Mongo, Wouri, Delambe et par un bras de la Sanaga.

Sur le Wouri, dans le golfe de Cameroun est situé Duala, le meilleur port naturel de cette partie de la côte occidentale d'Afrique. Au sud, Kribi était le port le plus important et de là partent des routes vers l'intérieur. Les autres ports à signaler sont Rio del Rey et Kampo.

Systèmes hydrographiques. — On peut les diviser en deux groupes : les rivières de la côte : Mungo, Wuri, Sanaga, Nyong, Kampo, San Benito (dans la Guinée Espagnole) en y comprenant les affluents de l'Ogoué.

Les rivières du lac Tchad, qui comprennent le Chari et ses tributaires, le Logone et les affluents de ce dernier. Le bassin de la rivière Bénoué qui se jette dans le Niger ; les rivières du bassin du Congo avec le Dja, tributaire de la Sangha.

La caractéristique de toutes ces rivières est qu'elles ne sont pas navigables dans la plus grande partie de leur cours ; elles sont coupées par des chutes vers le commencement de la zone côtière. Cependant, les eaux du Wouri sont assez profondes, pour recevoir des bateaux calant près de 8 mètres et les effets de la marée se font sentir en amont de Duala et de Bonabéri.

Le Mongo est navigable pour les petites embarcations jusqu'à Moundamé, le Wouri jusqu'à Yabassi, la Sanaga jusqu'à Edéa, jusqu'aux chutes Herbert, hautes de 30 mètres. Le Nyong est navigable sur 35 kilomètres. Par delà il est parsemé de rapides jusqu'à Mbalmayo ou il redevient navigable pour les petites embarcations. La Ngoko est navigable jusqu'à Fort Soufflay situé en amont de Moloundou. Les tributaires du Tchad ne sont également navigables que pour les petites embarcations.

Climat. — Les différents caractères des régions naturelles exercent une grande influence sur la température.

Région Côtière. — Sur la côte, la température est élevée malgré la proximité de la mer et de la forêt sans toutefois qu'elle soit excessive. Les variations annuelles sont légères. Les variations journalières sont plus grandes et augmentent à mesure qu'on se dirige vers l'intérieur.

A Duala, le mois le plus chaud est février avec une température au-dessus de 26°5 C/, le plus froid août, avec des températures au-dessous de 23°5 C/.

Le Mont Cameroun forme une exception dans les conditions climatiques de cette région. La saison des pluies n'est pas délimitée, mais les mois de juillet, août et septembre sont les plus pluvieux.

Plateau Central Camerounien. — La température est plus basse que sur la côte et les variations journalières sont environ le double de celles de la région côtière. La variation annuelle est faible. A Yaoundé en février, mois le plus chaud, on note 23° C/ et en juillet le plus froid 21° C/.

Région du lac Tchad. — Ce bassin comme celui des terres basses de l'Adamaoua a une température beaucoup plus élevée et les variations quotidiennes et annuelles sont nettement plus marquées. La température, qui est la plus basse en avril, atteint le point le plus élevé en juillet, elle tombe en août pour se relever en octobre.

En janvier, à Fort Lamy, on a noté des températures de 24° et 22° C/. En avril, le thermomètre monte à 33° C/. Une température qui atteint 120° F est commune à la saison chaude à midi. La différence entre les mois les plus chauds et les plus froids est nettement marquée.

La chute des pluies varie beaucoup d'année en année comme sous tous les tropiques. Les vents du S-O venant de la mer, apportent une grande quantité d'eau. D'une manière générale, il pleut davantage dans la région côtière et les chutes de pluie décroissent progressivement vers l'intérieur.

Duala reçoit une hauteur de 3 m. 937 et en 1912 on a noté 4 m. 623 et 204 jours de pluie. A Yaoundé on a mesuré une hauteur d'environ 1 m. 574.8 mm et en 1912, 1 m. 392.3 et 113 jours de pluie. A Garoua, sur la Bénoué, on a mesuré 736 cm 6 et en 1912. 880 cm 3 et 66 jours de pluie. Le versant ouest des montagnes du Cameroun est une des régions les plus pluvieuses du monde. Le régime des pluies est très différent entre le sud et le nord de la Colonie. Au sud il y a deux saisons sèches. La première, de décembre à février, est nettement marquée en deux saisons des pluies, une première en avril, et une seconde en septembre-octobre.

Dans l'Extrême-Nord, il y a une simple saison sèche de huit mois environ et une saison des pluies qui atteint son maximum d'intensité en juillet et août.

Etat sanitaire. — Les conditions d'hygiène sont entièrement défavorables à l'Européen et le paludisme y sévit. Il est dominant dans la région côtière, le bassin du lac Tchad et la vallée de la Bénoué où s'étalent partout en abondance des eaux stagnantes. On le trouve également dans les parties basses du pays montagneux d'Adamaoua, au centre et au nord et même dans la savane du plateau.

Au-dessus de 1200 mètres, le paludisme disparaît, mais dans ces régions élevées, apparaissent la dysenterie et les maladies des voies respiratoires, bronchites et broncho-pneumonies où elles causent de sérieux ravages parmi la population indigène. Les Européens peuvent plus aisément s'en préserver.

Les maladies cutanées y sont nombreuses. La lèpre est particulièrement répandue dans la région montagneuse d'Adamaoua, et elle se rencontre dans toute la région forestière. La gale, le pian sont également communs. Des épidémies de variole ont quelquefois dépeuplé des régions entières. Dans le pays Laka, entre le 7° et le 9° de latitude,

nord, environ 90 0/0 de la population mâle est atteinte par la filariose ou le parasitisme intestinal. Enfin, la terrible maladie du sommeil, dénommée scientifiquement trypanosomiase est fréquente le long des rives du Nyong, de la Sanaga, de la Doumé et de la Ngoko et de leurs tributaires.

Les maladies vénériennes, notamment la syphilis, font des ravages considérables, tant parmi la population indigène que parmi la population européenne. Elles débilitent la race indigène et enlèvent souvent à l'Européen l'énergie morale nécessaire pour lutter contre la dépression physique due au climat et aux conditions matérielles souvent pénibles dans lesquelles il vit.

A côté de ces maladies graves, existe toute la gamme des affections exotiques, ulcères cutanés, éléphantiasis, etc. En ce qui concerne ce chapitre de la santé publique nous renvoyons à la très sérieuse étude faite par M. le Docteur G. Martin dans son livre *l'Existence au Cameroun* et où il traite ces questions avec une compétence qui ne saurait être dépassée.

Races et idiomes. — L'étude des races et des idiomes du Cameroun dépasserait de beaucoup le cadre de cet ouvrage. D'ailleurs des études ont déjà été faites et nous renvoyons notamment au livre de M. Bruel sur l'Afrique Equatoriale et aux rapports des missions de délimitation Cotte et Périquet où la plupart de ces tribus et leurs idiomes ont fait l'objet d'observations approfondies. Nous nous contenterons de quelques indications générales.

Le Cameroun est peuplé d'une infinité de races et de tribus qui ont d'étranges affinités avec les peuplades limitrophes de l'Afrique Equatoriale Française. On retrouve d'ailleurs, des ilots de population disparates et souvent très éloignés de la région de leur principal groupement. La répartition par région de cette poussière de peuples est un

problème difficile à établir à l'exception des Dualas qui forment un noyau de 20.000 hommes environ autour de la ville de Duala et qui ne se sont jamais essaimés à l'intérieur du pays. Extrêmement évolués, ces indigènes sont depuis longtemps en rapports commerciaux avec les Européens. Ils sont soumis à l'autorité de deux grands chefs auxquels se rattachent les deux principales tribus des Bell et des Akouas.

Les Dualas ont un idiome qui leur est propre mais la langue commerciale est le « pidgin english ». On peut même dire que c'est la langue passe-partout du Cameroun. Dans les régions les plus reculées, nous avons toujours rencontré dans les villages quelques indigènes qui la possédaient plus ou moins et qui pouvaient ainsi servir de truchement.

La masse de la population comprend des Soudanais et des nègres Bantous. La ligne de démarcation entre ces deux groupements est comprise entre le pays de savane du nord et la région forestière du sud, elle n'a rien d'absolu. D'autres tribus se sont infiltrées au milieu de ces deux groupements de race de même origine. Par contre, dans la région du Moloundou, les Bangandous d'origine soudanaise, sont installés près de Moloundou sur la Ngoko. Ils ont même dépassé la frontière sud. Cependant malgré ce qu'elle a d'arbitraire, on peut s'en tenir à cette division.

Parmi les tribus Bantous, nous classerons les groupements Bakokos et Bakoudou dans la région sud-ouest ainsi que le groupement Maka. Enfin le groupement Kaka de la région est et le groupement Mfang. Dans la région sud-est le long des rivières la langue Bangala est d'un usage courant. L'histoire des tribus d'origine soudanaise est extrêmement obscure et leurs idiomes diffèrent beaucoup. Actuellement il est possible de les classer ainsi :

1° Les groupements parlant les mêmes idiomes et qui se répartissent dans toute la colonie et principalement au sud

du Lac Tchad (Margis, Vandalas, Mandaras, Goumergous, Kotokos et Mousgou).

2° Au sud de ces groupements les Fallis qui semblent avoir des affinités de langage avec les tribus du Soudan occidental.

Dans la région forestière, voisinant avec les Bantous, les Babingas rappellent les Pygmées de l'antiquité. Vraisemblablement, ils représentent les derniers descendants de la population primitive. Ils sont très peu nombreux et en voie de disparition. Leur langage est inconnu.

Le groupement le plus important après les groupements Bantous et des tribus Soudanaises est le groupement Foulbé qui comprend les Bororos et les Foulbé nomades (Arabes Choas). Ces groupements peuvent encore se classifier en Peuhls, Haoussas, Choas et Kanouris.

Population. — La population du Cameroun était évaluée par les Allemands en 1915, à plus de 2.649.000 habitants. Mais cette population n'est pas uniformément répartie. Elle est clairsemée dans le sud-est et le centre de la colonie; plus dense au nord et à l'ouest. Dans les circonscriptions de Duala, Baré, Dschang et Yabassi la densité est assez élevée, 45, 32, et 20 h. par km². Dans la région nord la moyenne est de 7 habitants par km².

D'une manière générale, il est possible de dire que la région forestière du sud, exception faite de la côte et du versant septentrional, les pays de savane du sud, de l'Adamaoua ont une population moins dense que dans le bassin du Tchad, le nord de l'Adamaoua, le bassin de la Bénoué et les rives du Logone où elle est plus élevée.

La forme type des habitations est le petit village isolé bâti le long d'une route pour les Bantous et la région forestière. Dans les pays de savane on trouve des villages formés des huttes séparées (Haufendorff) quelquefois de grandes dimen-

sions, parfois entourées de murs. Dans certains endroits les cases sont entourées d'une enceinte fortifiée.

Il convient de signaler que les Bororos et les Choas dans le nord de la colonie sont des nomades.

En 1913 il y avait 1871 européens au Cameroun dont 1643 allemands. Les résultats du dernier recensement (août 1921) sont encore inconnus.

**PREMIÈRES DÉCOUVERTES. — ÉTABLISSEMENT
DE LA BAPTIST MISSION ET DES ALLEMANDS.
— CONVENTION ANGLO-ALLEMANDE ET FRAN-
CO-ALLEMANDE. — LE GOUVERNEMENT ALLE-
MAND 1885-1914. — EXPLORATIONS ALLE-
MANDES. — EXPLORATIONS FRANÇAISES. —
GOUVERNEMENT DE VON PUTTMAKER.**

Découvertes et explorations. — Le vaste estuaire situé dans le Golfe de Guinée, au Sud de la Nigéria, face à l'île de Fernando-Po fut découvert par les navigateurs Portugais au ^{xv}^e ou ^{xvi}^e siècle vraisemblablement entre l'année 1486 et 1471. Ils le baptisèrent le Rio dos Camoroes (la rivière des Crabes).

Toujours est-il que dans la carte du navigateur Portugais Diégo Ribério, parue en 1529 et dans la carte de Canério de 1502, l'estuaire du Cameroun est désigné sous la dénomination espagnole de Rio de los Camarones.

Sous l'influence anglaise le nom se transforma en Cameroun River.

On se servit également du même nom pour désigner les montagnes voisines qui s'élèvent au nord de la baie. Ce sont les Allemands qui étendirent la dénomination de forme germanique Kameroun qui semble être une transformation de la dénomination portugaise primitive.

Historique. — *Avant la conquête allemande.* — D'après un article paru il y a peu de temps dans l'*African World*, sous la signature de Sir H. Johnston et intitulé : *Le Cameroun reviendra-t-il à la France*, l'auteur revendique les droits historiques de l'Angleterre sur le Cameroun.

Sir Johnston, membre de la Société de géographie de Londres, est le porte-parole du parti colonial impérialiste anglais dont le point de vue mérite d'être signalé.

D'après Sir Johnston, entre 1850 et 1880, des missionnaires anglais, de la Baptist Missionary Society, vinrent s'établir à Fernando-Po et les premiers parcoururent l'hinterland de la côte entre la région de Batanga et l'estuaire de Calabas. A cette époque le pays était déjà visité régulièrement depuis un siècle environ par les bateaux des diverses nationalités Anglaise, Portugaise, Française et Hollandaise qui pratiquaient la traite.

S'étant concilié la population, les missionnaires s'établirent dans l'estuaire du Cameroun vers 1880. L'anglais devint la langue employée pour les transactions commerciales et les indigènes auraient demandé à être mis sous la protection de l'Angleterre jusqu'à Grand Batanga. C'est en s'appuyant sur ces antériorités, que Sir Johnston demandait l'attribution à son pays, de tout le bassin de la rivière Croix, le massif du Cameroun jusqu'au Manengouba, la Côte de la frontière de la Nigéria jusqu'à l'embouchure de la Sanaga et le bassin de ce cours d'eau jusqu'à 70 à 80 kilomètres à l'intérieur.

Il est à remarquer que les débuts de l'occupation européenne au Cameroun sont assez obscurs. Dès 1841, des bateaux anglais ont visité la baie d'Ambas. Il est indéniable, que vers 1845, des établissements furent créés par l'Anglais Alfred Sakh, qui acheta au roi ou chef de Bimbia, un territoire situé dans la baie d'Ambas où il installa une vingtaine de familles. Cet établissement fut l'origine de Victoria. En

1860, ce village comptait 60 habitants. En 1868, un armateur de Hambourg, M. Woerman fonda à Duala une maison de commerce. Mais ce n'est qu'en 1884 que les Allemands prirent officiellement possession de ce point de la côte et que les couleurs de l'Empire furent hissées sur l'Estuaire.

L'explorateur Nachtigal, fut envoyé comme Commissaire-Impérial dans l'ouest Africain avec mission de conclure des accords commerciaux avec les chefs indigènes. Le 12 juillet 1884, il prit possession de l'Estuaire au nom de son Gouvernement. Une fois n'est pas coutume, les Anglais étaient devancés. Ils ne purent que formuler des protestations que le Consul anglais Hewét vint faire à Nachtigal.

L'année suivante, un accord fut conclu par lequel l'Angleterre renonçait à ses réclamations en échange de concessions de l'Allemagne (29 avril, 16 juin 1888).

Quelques tribus ne voulurent point reconnaître la souveraineté allemande. En octobre 1884, leurs villages furent bombardés et soumis par les marins de l'escadre de l'Amiral Knorr. En 1886, un accord eut lieu à la suite duquel les établissements de Victoria de la Baptist Mission furent achetés par les missionnaires allemands et la baie d'Ambas fut cédée définitivement à l'Allemagne.

En 1885, (7 mai) un traité fut encore conclu par lequel les Allemands renonçaient à leurs revendications des îles Forcade à la bouche du Niger et à Sainte Lucie.

La même année, la France cédait Grand Batanga et l'île de Kwakwa, en échange de la possession allemande de Konakry.

Le protectorat allemand fut reconnu par le Gouvernement anglais à la suite d'un échange de notes, avril à mai 1885 et par l'accord Franco-Allemand du 24 décembre 1885.

La frontière entre la Nigéria anglaise et le Cameroun fut déterminée par le traité du 1^{er} juillet 1890 qui a été suivi d'une série d'accords, dont le dernier est du 11 mars 1913.

Quant à la frontière avec le Congo français, l'accord du 24

décembre 1885 fut remplacé par les conventions du 15 mars 1894 et 18 août 1918. Antérieurement à ce dernier accord, par celui du 4 novembre 1911, un territoire très étendu (275.000 km²) avait été cédé par la France à l'Allemagne, contre échange de la reconnaissance par l'Allemagne des droits de la France au Maroc et cession d'une partie de territoire d'environ 17.000 km².

Aux termes de cet accord, la Guinée Espagnole devint une enclave dans le territoire allemand du Cameroun.

Le Cameroun fut constitué en Gouvernement colonial régulier dont Von Soden fut le premier Gouverneur en juillet 1885. Il occupa ce poste jusqu'en 1891 et il lui était adjoint un Conseiller Financier, Von Puttmaker qui devint plus tard Gouverneur. Le nouveau Gouvernement fit alors commencer les explorations dans l'hinterland.

Avant l'occupation allemande une partie du territoire avait été explorée. La mission Baptist établie sur la côte avait fourni un excellent travail auquel est attaché le nom du Révérend George Grenfell.

L'hinterland, dans le voisinage du lac Tchad fut exploré pour la première fois en 1851 par Barth qui voyageait pour le compte du gouvernement anglais. Deux Allemands, Rohlfis (1865-1867) et Nachtigal au cours de leurs explorations parcoururent le Bornou et la région située au nord des montagnes de Mandara. Un Anglais remonta la Bénoué presque jusqu'à Yola vers 1854. Flegel, un Allemand, fit en 1880-1883, trois voyages sur la Bénoué et il atteignit Garoua. Pendant son second voyage, il visita le plateau de Ngaoundéré et l'Amadaoua.

En 1885, une autre expédition fut dirigée sur le Niger et la Bénoué dans le but de repousser les prétentions allemandes sur l'Adamaoua et sur la région des Foulahs de Solokos. Cette expédition ne réussit par car Joseph Thomson la devança en traitant avec le sultan Foulahs. Son expédition

qui avait comme objectif plus lointain de favoriser l'influence allemande dans l'Adamaoua prit fin par sa mort.

L'expédition de Kund, Tappenbeck et Weissebaum réussit mieux. Ils pénétrèrent de Batanga à l'embouchure du Nyong à travers la ceinture de l'épaisse forêt tropicale jusqu'aux hauts plateaux situés au-delà. Les explorateurs atteignirent Yaoundé, en 1888 et un poste fortifié fut construit en 1889. Cette expédition reconnut la navigabilité de la partie du Nyong situé au-dessus des rapides.

D'autres séries d'expéditions vers le nord furent dirigées par Zintgraff entre 1886 et 1892. Zintgraff commença par établir un poste à Barombé au nord de la montagne du Cameroun dénommé par les Allemands « Johann Albrechtshöhe » et il se dirigea vers l'Adamaoua et atteignit Yola par un chemin détourné. Son expédition finit par un désastre, car il se mêla aux querelles entre les tribus. Il fut battu, perdit la plus grande partie de sa petite troupe et l'exploration plus approfondie de l'Adamaoua dut être abandonnée. Quand Von Zimmerer devint gouverneur il décida d'abandonner ces coûteuses et inutiles expéditions et il retira les postes avancés.

Zintgraff retourna en Allemagne et ne revint qu'en 1896 quand cessa le gouvernement de Von Zimmerer. Il retourna alors avec Max Esser dans la région de la Bali. Il mourut peu de temps après.

Entre 1889 et 1891 différentes expéditions furent dirigées par Kurt Morgen vers les sources de la Sanaga pour achever l'œuvre de Tappenbeck, de Kund et aussi vers l'Adamaoua. Pendant ces expéditions Morgen brisa la résistance des tribus de la côte, mais était forcé par l'opposition rencontrée à Ngaoundéré de pousser vers le nord-ouest et d'atteindre finalement Ibi sur la Bénoué en territoire britannique.

En 1892 Von Gravenrenth attaqua les Bakwiris dans les montagnes du Cameroun. Il projetait de s'emparer de Buéa

et ensuite d'atteindre le lac Tchad mais il fut surpris et tué pendant sa marche. Son successeur Ramsay était obligé de se retirer devant une mutinerie de ses troupes noires. Le poste de Balinga était perdu et les officiers qui le commandaient étaient tués.

Les explorations françaises. — Dans l'intervalle, les Français s'efforçaient de s'étendre du Bagirmi dans la direction de l'ouest autour du lac Tchad vers la Bénoué Supérieure. Une expédition dirigée par Mizon tentait de créer un sphère d'influence française sur la rivière avec Yola pour centre et s'étendant vers Kundé, Gaza et Bania. En même temps Maistre, partant de l'Oubanghi et du Chari Supérieur pousse vers Garoua par la route de Lai ou Lamé. La frontière anglaise et allemande de Yola au lac Tchad n'ayant jamais été déterminée, ces deux nations résistèrent de concert aux prétentions françaises. Un bateau allemand était autorisé à remonter la Bénoué jusqu'à Yola. Il transportait les membres de l'expédition de Von Uchtritz et Passarge. Ces explorateurs occupèrent Garoua, Baibanjeda et Gaoundéré et établirent l'autorité allemande dans la région de la Bénoué Supérieure.

L'accord de mars 1894 établit la frontière avec les possessions françaises. La France obtenait l'accès de la Bénoué Supérieure par Lai et Lamé. Elle céda ces territoires en 1911.

La mort de nombreux explorateurs et officiers au cours de toutes ces expéditions produisit un mauvais effet en Allemagne. Von Zimmerer, impopulaire chez les commerçants fut rappelé et Von Puttkamer prit sa place. Auparavant, le Ministre des Finances Kleist, avait assumé la charge du gouvernement comme délégué de Von Zimmerer et sous son administration les choses ne firent qu'empirer.

Les forces de police de la colonie avaient été recrutées au

Libéria, au Togo et au Dahomey, la plupart par des commerçants allemands. Ces « polices » étaient les esclaves de leurs chefs. La politique de Kleist, le délégué du Gouverneur de la Colonie, en encourageant les châtiments corporels des femmes de ces soldats provoqua une violente mutinerie parmi ces troupes dont les tribus de la côte firent les frais. Beaucoup d'officiers furent tués et le soulèvement fut arrêté grâce au secours des marins d'un croiseur. Pour remplacer cette force de police, un corps de Soudanais fut levé en Egypte et une expédition fut envoyée pour punir les rebelles. Cette force fut enlevée au contrôle du gouvernement local et placée sous celui du Département de la Marine et, en fait, directement sous celui de l'Empereur. Elle forma une « Force de Protection » comme dans l'est africain. Le système des postes détachés prit une grande extension et une série de répressions furent entreprises pour punir sévèrement les rebelles.

Gouvernement de Von Puttmaker. — Von Puttmaker commença par organiser des tribunaux d'arbitrages pour trancher les différends entre les indigènes sur le modèle de ceux de la Mission Britannique. Sous son gouvernement les expéditions militaires commencent à se multiplier.

Quelquefois elles furent provoquées par les exactions commises par les agents de la Sud Kameroun et Nordwest Kameroun Gesellschaft qui obtinrent l'exploitation des richesses du pays. En 1898-1899 une expédition dirigée par Von Carnap, alla de Yaoundé à Kundé. En 1899 Von Kamptz fit une expédition dans la région nord de la Sanaga. Von Kamptz avança jusqu'à Tibati. L'Emir s'enfuit mais il fut capturé. Il mourut emprisonné à Duala.

Sur ces entrefaites, les Français avaient battu et tué le sultan Rabbeh ou Rabat qui avait établi son pouvoir au sud du

lac Tchad (1900). A la même époque, les Anglais occupèrent Yola. Les Allemands les suivirent en s'attaquant aux puissants groupements Foulahs de l'Adamaoua. Ngaoundéré fut pris d'assaut en 1901 et Klausbrach poursuivit le Sultan fugitif à Garoua où il fut battu et tué. Dominick et Von Bulow battirent le Sultan de Yola à Maroua et ils détruisirent complètement la domination Foulahs. Néanmoins, il y eut de tous temps des troubles dans les régions du nord et les fonctionnaires allemands étaient souvent attaqués. Nolte fut tué à Banyo en 1902 et le comte Fugger à Garoua. Dans le sud les troupes de Plehn atteignirent Ngoko en 1899. Après sa mort, Von Stein, de 1900 à 1903, se fraya une route à travers la région forestière du sud-est. En 1905, Dominick, fit une seconde expédition dans le pays Vouta au nord de la Sanaga, et le subjuga complètement par la prise de Ngutta.

Une série de répressions furent entreprises contre les tribus primitives de la région forestière les Nyongs, Nyems, Ndsims et Makas par Scheunemann et Von Stein. Elles durèrent de 1903 à 1907.

Les agents de la Sud Kameroun Gesellschaft qui parcouraient la grande forêt à la recherche du caoutchouc étaient assez durs vis-à-vis des indigènes. Des représailles s'en suivaient. Des Allemands furent tués et d'autres durent fuir pour préserver leur vie. Des répressions sévères furent entreprises contre les tribus hostiles et le major Dominick y attacha son nom. De 1901 à 1913 elles furent très nombreuses.

Le transfert du gouvernement de Duala à Buéa situé dans une région plus saine se fit en 1901. Il semble avoir eu pour cause le désir de s'éloigner des troubles de la région côtière et peut-être de rendre le Gouverneur inaccessible aux réclamations des indigènes. De nombreux chefs se plaignaient de l'Administration au Reichstag et au Chancelier vers 1905. Zimmermann et Bebel intervinrent dans les débats. (Voir

Zimmermann : *Geschichte des deutsche colonialpoliti 1914* page 260) Von Puttkamer fut rappelé.

Après lui les gouverneurs allemands furent T. Seitz (1907-1910) O. Glein (1910-1912) et K. Ebermeir qui fut le dernier gouverneur allemand du Cameroun.

LA GUERRE DE 1914. — LES OPÉRATIONS FRANCO-ANGLAISES AU CAMEROUN, AOÛT 1914 A MARS 1916. — LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE FRANCO-ANGLAIS ET LES COLONNES.

Les opérations franco-anglaises. — L'histoire des opérations militaires a déjà fait l'objet de nombreux articles de journaux et revues. Ceux qui ont participé à ces opérations ont cherché à retracer cette page de gloire coloniale. Nous n'entreprendrons pas de la refaire mais nous nous bornerons à résumer brièvement les opérations d'après les documents officiels.

Faute de communications télégraphiques avec Duala, les Allemands qui se trouvaient dans les territoires cédés à l'Allemagne en 1911, n'avaient pu recevoir d'instructions. Pour éviter de laisser couper notre possession du Congo de son hinterland, Oubanghi Chari Tchad, le Conseil de défense de l'Afrique Equatoriale, dans le but de garder sa frontière menacée, fit occuper Bonga au confluent du Congo et de la Sangha, le 6 août 1914. Le vapeur Dongou est pris, puis Zinga sur l'Oubangui est enlevé le 10 août. Le 12 août, M'Baïki est enlevé.

Quatre groupes de manœuvres sont constitués : Colonne du Tchad avec objectif : Kouneri et la région du nord Cameroun ; colonne de l'Oubangui Chari dite de la Lobaye avec

objectifs : la Haute Sangha (Carnot) ; colonne du Moyen Congo dite de la Sangha, puis de la Ngoko-Sangha, avec objectifs : Ouessou et ces deux rivières ; Colonne du Gabon avec mission de couvrir la frontière de cette colonie.

Un corps expéditionnaire franco-anglais s'organisait sur la Côte Occidentale, qui, après l'occupation de Duala et de Victoria, devait avancer dans l'hinterland, tandis que des forces anglaises venues de la Nigéria, devaient attaquer les trois groupes principaux, dont deux sur la région Nord-Cameroun et le troisième sur la frontière sud-est.

Période d'août 1914 à janvier 1915

Colonne dite de la Sangha. — Cette colonne réoccupe Ouessou dont les Allemands s'étaient emparés. Sa concentration s'y opère en 1915. Elle comprend 17 officiers, 45 sous-officiers européens, 700 tirailleurs et 4 pièces de canon. Un détachement belge s'y adjoignit et porta son effectif à une centaine d'Européens et un millier de tirailleurs.

Le 18 octobre, Nola, situé au confluent de la Kadéi et de la Sangha, est pris. L'ennemi cherche à couper la colonne en occupant Ndjembé. La manœuvre de l'ennemi est déjouée par la prise de N'Deimon. La colonne marche alors sur la Ngoko et occupe Moloundou le 22 décembre 1914.

Colonne de la Lobaye. — Fin août, Zinga et M'Baïki sont enlevés et sont constitués en base de ravitaillement. Une force de cinq Compagnies de tirailleurs et une Compagnie de gardes régionaux, accompagnés de deux pièces de 80 de montagne, franchit la Lobaye à Kolongo du 10 au 12 octobre et occupe Koundé, Carnot et effectue sa liaison avec la colonne de la Sangha. Batouri est enlevé malgré une sérieuse résistance. En novembre, marche sur Bertua, par Nyassi. Le 28 novembre, Bertua est pris et l'ennemi se replie.

A la fin de l'année 1914, tout le territoire cédé en 1911, est entièrement reconquis.

Opérations du Corps expéditionnaire Franco-Anglais. — Le détachement français constitué le 16 août 1914, placé sous les ordres d'un colonel, comprenait environ 55 officiers, 354 hommes de troupe européenne, 1859 tirailleurs et un convoi de 1150 porteurs venant de Lagos. Cette force était répartie en un Etat-Major, deux bataillons à 4 compagnies avec des mitrailleuses, une batterie d'artillerie, une section de munition, une section du génie, une section de chemin de fer.

Les troupes anglaises, sous les ordres d'un général, commandant le corps expéditionnaire, comprenaient trois bataillons d'infanterie de 4 compagnies chacun, deux batteries d'artillerie (8 pièces) et des services.

Duala bombardé se rend le 27 septembre. Les Allemands se retirent sur Edéa pour interdire la voie ferrée. Le 6 octobre, la Dibamba est franchie mais le pont métallique a été détruit en partie.

Le 15 octobre prise de Yabassi par les Anglais. Concentrés à Edéa, les Allemands abandonnent ce point le 15 novembre, après avoir été attaqués par deux détachements. Le 24, ils tentent de reprendre la ville mais sont repoussés.

Opérations des troupes anglaises sur la frontière de la Nigéria. — Trois colonnes furent concentrées sur la frontière allemande de la Nigéria, provenant du régiment de cette colonie.

Colonne dite de Maidougouri, colonne de Yola, avec objectif la région du Nord-Cameroun, enfin, colonne de la rivière Cross. Après avoir essuyé quelques échecs, la position de Mora est encerclée mais résiste jusqu'au 18 novembre 1916.

Colonne du Tchad. — Le 23 août, attaque de Lai sur le Logone par les Allemands. Elle échoue. Le 25, un coup de

main sur Kouneri de notre part, ne réussit pas mieux. Un mois plus tard il réussit et l'officier ennemi s'échappe et se réfugie à Mora.

Une colonne est alors formée pour réduire cette position. Elle y arrive le 13 octobre et après des échecs pour l'enlever de vive force, on procède à l'investissement et à un siège régulier. La colonne marche sur Maroua qui est occupé le 14 novembre. Un détachement anglais fort de 20 européens, 700 tirailleurs accompagné de canons et de mitrailleuses s'y joint et elle se dirige sur Garoua qui est occupé le 8 janvier 1915.

Colonne du Gabon. — Le 21 septembre prise de Cocobeach (Okoko) à l'embouchure du Muni par la colonne appuyée par la canonnière la *Surprise*. Le 3 septembre, marche sur Oyem. Attaquée à Mindang son chef est tué, elle se replie sur Mitzig. Le 20 septembre prise de Moadhi par les Allemands. Ce point est repris le 18 novembre.

La colonne réorganisée et portée à 500 hommes reçoit l'ordre de rechercher la liaison avec la colonne de la Sangha, avec comme objectif Dongo sur le Dja.

Opérations de janvier 1915 à janvier 1916. — Les Allemands avaient organisé leur résistance dans la région de Yaoundé que les Alliés cherchent à réduire.

La colonne du Gabon enlève Bétam en juin et en juillet occupe la ligne du Ntem.

La colonne de la Lobaye et de la Sangha attaquée par 8 compagnies est obligée de repasser la Kadéï, fin février. Elle s'organise autour de Batouri. Le 30 juin, elle occupe la ligne Gadji, Béri, Bimba, Mombi et entre en liaison à Lomié avec la colonne de la Sangha.

La colonne de la Sangha, dite de la N'Goko Sangha, le 25 mai reprend sa marche en avant. Lomié est pris le 25 juin et elle opère sa liaison avec la colonne de la

Lobaye. En juillet, la prise de Doumé et d'Abong Bang est effectuée.

La colonne Nord Cameroun occupe Garoua le 9 janvier 1915 et marche vers Ngaoundéré en liaison avec la colonne de la Lobaye.

Le corps expéditionnaire franco-anglais repousse le 5 janvier 1915 l'attaque allemande sur Edéa et traite sévèrement l'ennemi.

En avril, la marche reprend le long de la voie ferrée et Eséka est occupé le 11 mai.

Offensive sur Yaoundé et poursuite de l'ennemi. — Une offensive générale est décidée sur Yaoundé pour le commencement d'octobre.

La colonne de l'Est Cameroun (ancienne colonne de la Lobaye et de la N'Gkoko-Sangha) divisée en quatre groupes se portera vers les chutes de Nachtigal sur la Sanaga et organisera une base fortifiée à Abong Bang. Le corps expéditionnaire, divisé en deux colonnes, une française et une anglaise, suivra la voie ferrée et l'autre, la route Edéa Yaoundé. Les troupes du Sud Nigéria progresseront de Baré vers Dschang à la recherche des troupes du Nord Nigéria qui marcheront vers Dschang par Yoko et Fouban.

La colonne du Nord Cameroun marchera sur Yaoundé par Tibati. Enfin le groupe du Gabon s'avancera vers Ebolowa. La colonne de l'Est Cameroun est attaquée en septembre 1915 par l'ennemi qui repousse les avant-postes de Bertua, Bombila et Motobens. Le 16 octobre elle prend l'offensive, constituée en trois groupes qui progressent au cours de violents et nombreux combats. L'ennemi replie ses forces sur Akolonia et Yaoundé.

Le corps expéditionnaire franco-anglais se met en marche le 22 septembre. Le 30 octobre il réoccupe Eséka. Le 24 novembre il quitte ce point avec objectif Yaoundé. Cette ville

tombée le 2 janvier aux mains des Alliés, il se dirige vers Ebolowa à la poursuite de l'ennemi en retraite vers le Muni. Ebolowa est pris par les troupes alliées le 16 janvier 1916.

La colonne Nord Cameroun occupe Tibati le 30 novembre où elle est rejointe par la colonne anglaise du Nord Nigéria. Le 1^{er} décembre elle arrive à Yoko occupé par les Anglais depuis la veille. La colonne de Campo enlève le 23 décembre Afondan. Elle atteint Ngat le 23 et Nkem près d'Ajaninhang le 1^{er} février. Elle reçoit alors l'ordre de garder la frontière en se mettant en liaison avec les troupes venues du nord.

Le commandant allemand sentant le cercle se fermer, ordonne la retraite sur le Muni espagnol, Yaoundé est occupé le 1^{er} janvier 1916 et l'entrée officielle des troupes alliées a lieu le 6. Le Cameroun est vide d'Allemands le 10 février. Le 18 février le capitaine allemand, qui tient encore à Mora, capitule après une résistance héroïque. La conquête est achevée.

CONDOMINIUM FRANCO-BRITANNIQUE. — SEPTEMBRE 1914 à AVRIL 1916. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET POLITIQUE APRÈS L'ABROGATION DU CONDOMINIUM JUSQU'AU TRAITÉ DE VERSAILLES

Dès l'occupation de Duala, le 26 septembre 1914, par les troupes alliées, les Anglais qui disposaient d'un personnel nombreux et expérimenté assurèrent l'administration du territoire occupé par les troupes pour parer aux besoins les plus urgents.

Il fallait assurer la sécurité du corps de débarquement, celle des Européens restés dans la ville et la conservation des biens publics et privés.

Les difficultés rencontrées furent nombreuses. Les Allemands en se retirant sur Edéa ayant fait le vide derrière eux.

Pour les surmonter il fallait disposer d'un personnel nombreux et expérimenté que nous ne possédions point. Les Anglais s'étaient prémunis et ils débarquèrent un officier financier, un service du Trésor, une succursale de la Bank West Africa, un commissaire aux ordres et aux transports, un service des approvisionnements et des munitions, un service du génie, un service de marine des ports et rades, un service des douanes, du domaine et du commerce, enfin un service de renseignements.

Cette situation dura jusqu'à ce que le gouvernement français décida d'envoyer à Duala une mission composée de fonctionnaires afin de participer à l'administration des territoires occupés.

Le condominium qui existait en principe fut établi en fait à la suite d'une correspondance échangée entre M. Delcassé et Sir Francis Bertie d'une part et entre ce dernier et Sir Edouard Grey (21 et 24 sept. 1915).

Pendant que se poursuivaient les opérations militaires, les gouvernements alliés se préoccupaient du régime qui serait adopté pour l'organisation administrative lorsque les Allemands seraient chassés du territoire.

Après quelques tergiversations, les cabinets de Saint-James et du Quai d'Orsay, adoptèrent la solution du partage de façon à laisser à chacune des nations intéressées la liberté d'administrer selon ses méthodes et dans son entière liberté d'action.

C'est l'accord du 4 mars 1916 qui détermina la frontière de la zone d'influence des Alliés.

Il était décidé : 1^o Que le territoire cédé en 1911 à l'Allemagne ferait retour à l'Afrique Equatoriale qui continuerait à l'administrer comme territoire occupé.

2^o Que les territoires du Cameroun, sauf la zone d'influence anglaise, seraient indépendants de l'A. E. F. et relèveraient du département des Colonies.

A la suite des instructions reçues par leur gouvernement respectif, les deux généraux français et anglais se mirent en rapport pour opérer le transfert des territoires.

Un accord fut signé le 29 mars 1916 mais qui ne visait que le territoire placé sous le contrôle du Major Général anglais. Il comprenait les dispositions concernant :

1^o La responsabilité à l'égard de la propriété privée ;

2^o Certaines mesures concernant les prisonniers de guerre.

Un décret du 7 avril 1916, nomma le Général commandant

les troupes françaises, Commissaire de la République Française et le chargea de l'administration des territoires laissés sous l'influence française par l'accord du 4 mars 1916.

Les débuts furent extrêmement difficiles, le territoire ayant été complètement désorganisé par l'état de guerre ; les indigènes avaient abandonné leurs villages se réfugiant dans la brousse ou la forêt ; les postes avaient été incendiés. Enfin un nombre considérable d'indigènes (14.000 environ) avaient été entraînés par les Allemands dans leur retraite sur le Muni Espagnol. Laissés sans contrôle, les autochtones reprirent leurs anciennes habitudes. Exactions des chefs, rebellions contre ceux-ci, guerre de village à village, vengeances privées. Le pillage sévit dans les centres. Après le départ des Allemands, les indigènes s'emparèrent de la plus grande partie de ce qui avait été abandonné. Enfin, les Allemands escomptant toujours le succès définitif de leurs armes avaient emporté ou caché beaucoup de documents intéressants.

La tâche du Premier Commissaire de la République a donc été d'assurer la transition entre l'état de guerre et l'état de paix et de jeter les premières bases de l'organisation administrative.

Un arrêté du 14 mai 1916 confia le commandement des circonscriptions à l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Près d'eux, leurs sous-ordres, officiers, ou sous-officiers, remplissaient les fonctions d'adjoints ou de chefs des subdivisions.

A Duala, les attributions militaires du Commissaire de la République, avaient été confiées au Lieutenant-Colonel commandant le territoire. Un service de l'Administration générale, comportait un bureau politique et un bureau économique.

Les Finances étaient assurées par l'Intendance. Un service

des Travaux Publics et chemin de fer, un service maritime, un service des postes, un service du trésor et un service des douanes, furent créés avec les éléments militaires pris sur place.

Par décret du 5 septembre 1916, un Gouverneur civil fut désigné pour remplacer le Général commandant des troupes.

L'action administrative se fit sentir d'une façon plus ferme et plus serrée. Les taxes, les modes de perception ne furent plus laissés à l'initiative des chefs de circonscriptions ; des circulaires suivies de textes en achevèrent l'organisation. Des arrêtés sur le fonctionnement de la justice indigène suivirent, dans ce qu'il y avait de conciliable avec les méthodes françaises, la réglementation allemande.

Le décret du 12 janvier 1917 organise la justice indigène sur la même base que celle suivie en Afrique Equatoriale Française. L'Administrateur, assisté d'assesseurs indigènes rend la justice en observant la coutume dans ce qu'elle n'a pas de contraire aux principes de notre civilisation.

A côté de ces tribunaux, présidés par un Européen, existèrent les Tribunaux de race (Mixed Courts ou Schiedsgerichte). Ces tribunaux, antérieurs à l'occupation allemande et qui existaient au profit de quelques communautés à Duala s'étaient peu à peu étendus dans tout le territoire.

L'arrêté du 20 avril 1917 décida leur conservation, mais limita leur nombre à ceux déjà existants.

Les châtiments corporels furent supprimés.

L'arrêté du 30 juin 1917 ordonna l'ouverture de registres à l'usage des indigènes pour tenter d'introduire dans le mariage, un peu de stabilité.

D'autre part des mesures sociales extrêmement importantes furent prises,

Un arrêté du 22 novembre 1916, interdit la vente et la consommation par les indigènes de toutes les boissons alcoo-

liques. Cet arrêté a été modifié par celui du 12 septembre 1919. Il apporte un tempérament à ce que le précédent avait d'absolu. Il autorise la vente aux indigènes, du vin et de la bière titrant moins de 14 degrés.

L'arrêté du 30 décembre 1916 réserva à l'Administration le droit d'intervenir dans le recrutement de la main-d'œuvre. Les arrêtés des 16 février et 20 juillet 1917 ont réglementé le portage et limité la charge à 25 kilogrammes.

Dans le courant de l'année 1919, le troisième Commissaire de la République s'efforça de poursuivre l'œuvre commencée par ses prédécesseurs. Dans sa thèse de Doctorat déjà citée, le commandant Marabail s'est appliqué à montrer la tâche qui incombait à l'Administration pendant la première période de l'occupation.

Poursuivant l'œuvre déjà commencée, nous nous efforçons d'indiquer ce qui a été fait au Cameroun depuis le Traité de Versailles, pour assurer, sur des bases durables, l'organisation et la mise en valeur des territoires qui nous ont été confiés.

DEUXIÈME PARTIE

**DROITS DE LA FRANCE SUR LE CAMEROUN. —
LE TRAITÉ DE VERSAILLES DU 29 JUIN 1919.
ET LE MANDAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
— ORGANISATION ADMINISTRATIVE, MILI-
TAIRE, JUDICIAIRE. — LE RÉGIME FONCIER. —
IMPOTS ET TAXES. — LE RÉGIME DOUANIER. —
LES ŒUVRES SOCIALES ENSEIGNEMENT ET
ASSISTANCE MÉDICALE INDIGÈNE. — LÉGIS-
LATION SOCIALE. — L'OUTILLAGE ÉCONOMI-
QUE.**

Les droits de la France sur le Cameroun peuvent se résumer ainsi :

1^o Notre établissement à Grand Batanga qui remonte aux environs de 1864, alors que les lieutenants de vaisseau Braouzez et Genoyer reconnaissaient les rivières de la côte. Depuis 1850, des vaisseaux de guerre français sillonnaient ces parages pour empêcher que le pavillon français ne couvrît des opérations de traite.

Nous avons vu que par l'accord du 7 mai 1865 la France avait cédé Grand Batanga à l'Allemagne. Cet établissement est situé non loin du port de Kribi.

En 1883, un traité de protectorat fut signé entre les capitaine de frégate Godin au nom de la France et le roi Moukoko chef des Malimba.

Enfin, je citerai un point d'histoire inédit que M. Gaston-Joseph, délégué du Cameroun, a relaté dans un récent opuscule : « En 1883, un croiseur français vint dans la baie du
« Cameroun chargé d'une mission hydrographique ; les in-
« digènes réservèrent le meilleur accueil à nos officiers qui
« rapportèrent en France des éléments susceptibles d'assu-
« rer notre installation dans la colonie. Mais les précieux
« documents prirent parmi les cartes et les notes hydrogra-
« phiques, le chemin d'un service qui n'était pas le service
« compétent. Sans cela, vraisemblablement, une partie du
« Cameroun était français ».

2° L'occupation d'une partie du Cameroun septentrional.

Par l'accord du 4 novembre 1911 ; l'Allemagne nous avait cédé une portion de territoire comprise entre le Chari à l'est et le Logone à l'ouest.

3° Notre effort militaire. Il fut en effet incomparablement supérieur à celui fourni par nos alliés et nous conduisit à occuper en fait tout le territoire cédé en 1911 à l'Allemagne et ressortissant auparavant du gouvernement de l'Afrique Equatoriale Française et une très grande étendue de l'ancien Cameroun.

C'est en se basant sur ces considérations que lors de l'élaboration du Traité de Paix, au cours des travaux préparatoires que dans sa séance du 7 mai 1919 le Conseil Suprême décida que la France et l'Angleterre seraient mandatées du soin de déterminer le statut du Togo et du Cameroun. Ces dispositions devaient également recevoir une sanction définitive par le Traité de Versailles du 29 juin 1919.

L'article 119 de ce traité a enregistré la renonciation solennelle de l'Allemagne en faveur des puissances alliées à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer.

L'article 22 a déterminé les conditions dans lesquelles devait s'exercer ce mandat.

Aux termes de cet article la Société des Nations donne en

ce qui concerne les peuples de l'Afrique Centrale un mandat extrêmement général.

« Le degré de développement où se trouvent d'autres peuples, spécialement ceux de l'Afrique Centrale, exige que le mandataire y assume l'administration du territoire à des conditions qui assurant la prohibition d'abus tels que la traite des esclaves, le trafic des armes et celui de l'alcool, garantiront la liberté de conscience et de religion, sans autres limitations que celle que peut imposer le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs et l'interdiction d'établir des fortifications ou des bases militaires ou navales et de donner aux indigènes une instruction militaire, si ce n'est pour la police ou la défense du territoire et qui assureront également aux autres membres de la Société des conditions d'égalité pour les échanges et le commerce ».

L'exposé des mesures administratives qui ont été prises depuis le Traité de Versailles montre que l'Administration française a su réaliser loyalement et faire passer dans les faits l'esprit de cette formule de tutelle. C'est pourquoi nous nous proposons, dans les pages qui vont suivre, de jeter quelque lumière sur les applications des principes qui ont présidé à l'organisation du mandat.

C'est en se basant sur l'article 22 du pacte de la Société des Nations et après avoir dégagé la théorie du mandat que la France s'est employée à en concilier le concept avec la situation morale, politique, économique et sociale des populations du Cameroun, afin d'aboutir à une doctrine pratiquement appropriée aux populations inférieures placées sous sa tutelle.

Le mandat tel qu'il a été défini par le pacte de Versailles est extrêmement étendu et ne peut avoir d'autres bases que les principes généraux qui régissaient antérieurement les populations, leur évolution devant être poursuivie dans le

cadre de leurs mœurs avec l'appoint de notre expérience coloniale.

Bien que le mandat représente un stade nouveau dans les méthodes de l'intervention des Occidentaux en Afrique, la doctrine ne saurait être régie en ce qui concerne le Cameroun que par celle qui préside à l'Administration de nos colonies similaires en tenant compte de l'état de développement plus avancé des populations autochtones du Cameroun.

Investies du soin de gérer au nom de la Société des Nations les territoires qui leur étaient confiés, la France et l'Angleterre commencèrent immédiatement l'œuvre qui leur incombait. En ce qui concerne le Cameroun, une situation de fait comparable au principe posé existait déjà. Cependant l'accord du 4 mars 1916 avait un caractère provisoire, aussi le premier soin des deux grandes puissances mandataires fut, ainsi qu'il a déjà été dit, de déterminer par l'accord du 10 juillet 1919 la frontière séparant les territoires du Cameroun placés sous leurs autorités respectives.

Les frontières ont été délimitées ainsi que nous l'avons indiqué *supra* mais les opérations de la commission de délimitation ne se terminèrent que dans le courant de 1921.

Dès cette époque l'Administration française entre résolument dans la voie des réformes législatives et elle entreprend immédiatement de doter la colonie nouvelle d'une organisation administrative semblable à celle qui régit nos autres possessions en l'adaptant à l'évolution du pays.

Organisation administrative. — Un des actes les plus importants a été la création du Conseil d'Administration. Il a été organisé par le décret du 14 avril 1920 que l'on peut considérer comme la charte administrative du pays.

Le Conseil est composé comme suit : Le Commissaire de la République, Président. Un Administrateur des Colonies

désigné au début de chaque année par le Commissaire de la République. Le Commandant militaire. Le Procureur de la République ou à défaut le Président du Tribunal de Douala. Deux membres choisis parmi les citoyens français notables, jouissant de leurs droits civils et désignés pour une période d'un an. Enfin, deux membres suppléants appelés à remplacer les deux membres titulaires sont également choisis parmi les citoyens notables.

Le Conseil d'Administration peut en outre comprendre l'Inspecteur des Colonies, chef de Mission, qui a le droit d'assister aux séances ou de s'y faire représenter.

Les chefs de service civils ou militaires ainsi que les techniciens peuvent être entendus à titre consultatif.

Le Conseil d'Administration est obligatoirement consulté :

1^o Sur l'établissement des budgets et des comptes ;

2^o Sur le mode d'assiette, les règles de perception, et la quotité des droits à percevoir dans le territoire ;

3^o Sur la détermination des circonscriptions administratives du territoire ;

4^o Sur les aliénations du domaine privé ou public ;

5^o Sur les marchés et adjudications pour ouvrages et fournitures quelconques au-dessus de 3.000 francs ;

6^o Sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et sur les acquisitions d'immeubles.

Enfin d'une manière générale il est appelé à donner son avis sur toutes les questions qui intéressent le territoire.

Le Conseil d'Administration peut se constituer en conseil du contentieux administratif par l'adjonction de deux magistrats ou fonctionnaires annuellement désignés par le Commissaire de la République. L'arrêté du 6 décembre 1921 a déterminé la procédure à suivre devant ce conseil du contentieux.

Le territoire a été divisé en circonscriptions administratives dont le nombre a été fixé à 12 :

Circonscriptions de Douala, Edea, Kribi, Dschang, Ebolowa, Yaoundé, Doumé, Lomié, Yokadouma, Ngaoundéré, Garoua et Maroua.

Ces circonscriptions sont commandées partie par des administrateurs civils, partie par des officiers. Il leur est adjoind un personnel dit des affaires civiles pour lequel un cadre local a été définitivement constitué par un arrêté récent.

L'arrêté du 17 septembre 1919 constituant la garde régionale a été modifié. Cette force de police mise à la disposition des administrateurs et chefs des postes civils a été complétée et son fonctionnement a été précisé.

Elle est destinée à remplacer progressivement les unités militaires qu'il est préférable de tenir éloignées des besoins administratives.

Effectifs militaires. — De 1916 à 1919 les effectifs militaires comprenaient onze compagnies. Réunies en deux bataillons, elles étaient réparties sur tout le territoire. Un dépôt des isolés à Duala assurait l'administration de tout le personnel militaire (officiers ou hommes de troupe détaché dans un service civil ou militaire. La région de Bas-Cameroun comportait une section de mitrailleuses et une section d'artillerie, celle du nord une section de mitrailleuses.

En 1920, l'organisation civile du territoire permit d'obtenir une réduction des effectifs d'occupation, en les disposant toutefois de façon à assurer l'occupation du territoire où notre administration se faisait le plus difficilement sentir avec la possibilité de pouvoir porter sur un front menacé le maximum de forces disponibles.

Huit compagnies se trouvaient ainsi groupées en deux bataillons dont les centres étaient Abong-Bang et Garoua.

En 1921, une diminution des effectifs fut encore envisagée grâce à la réorganisation de la garde régionale et aussi parce que le prestige de la conquête avait assuré notre occu-

pation sans à-coups. A cette époque l'effectif total comprenait 25 officiers, 90 sous-officiers et 1.410 tirailleurs.

Les deux bataillons ont été conservés mais ont été réduits chacun d'une compagnie. Cette force militaire est répartie comme suit :

Une compagnie tient garnison à Douala où sa présence est nécessaire à raison de la densité de la population et du mouvement maritime. La Compagnie de Doumé a un territoire plus restreint du fait de la constitution en circonscriptions civiles de Lomié et Yokodouma. Une compagnie est stationnée à Bana, point de transit militaire de la route du nord. Il y a deux compagnies à Garoua et à Maroua en raison de la densité de la population et de l'antagonisme des races et des religions. En fait, il est à prévoir que la région du nord sera le point de stationnement définitif des effectifs militaires.

Ce simple aperçu de la répartition des forces militaires fait ressortir avec quels effectifs restreints, grâce à une politique, s'appuyant moins sur la force que sur l'action persévérante de ses agents, l'administration a pu assurer l'occupation pacifique d'un territoire presque aussi étendu que la France.

Organisation judiciaire. — La législation coloniale allemande qui devait, aux termes du traité de paix, être appliquée au pays occupé, se heurta, dès les premières tentatives faites en ce sens, aux plus graves difficultés. Le premier magistrat détaché à Douala, malgré sa connaissance approfondie de la langue allemande, ne réussit pas dans cette tentative. Les recueils législatifs manquaient, des archives avaient disparu, enfin la procédure exigeait un personnel assez nombreux et très spécialisé. Il devenait alors impossible d'assurer sur ces bases une bonne administration de la justice. L'incertitude du régime foncier, la présence de nom-

breux étrangers imposaient de recourir aux garanties de notre droit interne pour assurer aux Européens l'accomplissement des actes juridiques imposés par les transactions.

Après avoir pris l'avis des juristes du Ministère des Affaires Etrangères il fut décidé d'appliquer la loi française, et le régime des décrets qui permettait de l'adapter aux circonstances fut choisi comme base du régime législatif. Il était évident que la loi allemande ne pouvait être appliquée comme elle l'est en fait dans les pays occupés qu'à la condition que les autorités judiciaires aient continué à assurer leur mission ; mais la disparition du territoire de tous les Allemands et la carence de leurs tribunaux constituaient un empêchement absolu à l'application de leur législation et entraînait *ipso facto* celle du pays occupant.

Cette solution de jurisprudence que le magistrat s'attacha à faire prévaloir en pratique, ne fut sanctionnée législativement que par le décret du 12 janvier 1917 qui a organisé la Justice européenne au Cameroun. Aux termes de son article 5 : « Les tribunaux du Cameroun jugent suivant les lois et la procédure avant l'occupation du pays par les forces armées de la République.

En cas d'empêchement ils appliquent la loi et la procédure telle qu'elle a été fixée par les arrêtés en vigueur en Afrique Equatoriale française ».

Le conseil de guerre en territoire occupé conservait sa compétence en matière criminelle.

Par décret en date du 8 août 1920 la justice de paix à compétence étendue de Douala fut remplacée par un Tribunal de Première instance, composé d'un juge Président, d'un Procureur de la République, d'un lieutenant de Juge et d'un juge suppléant. Le principe du juge unique est cependant maintenu et le tribunal est rattaché à l'Afrique Equatoriale française.

Il connaît de toutes les affaires intéressant les Européens

et les habitants des colonies et possessions françaises et étrangères jouissant d'un statut européen, enfin de toutes les affaires litigieuses entre indigènes et Européens, tant en matière civile et commerciale qu'en matière de simple police et correctionnelle.

La compétence criminelle du Conseil de Guerre a été restreinte. Elle est maintenant déterminée par le Code de Justice militaire et une Cour Criminelle identique à celle instituée pour l'Afrique Equatoriale française par le décret du 16 avril 1913 a été organisée, mais elle n'a pas encore fonctionné.

Elle doit en principe être composée de trois magistrats dont un Conseiller à la Cour, Président, ou à son défaut le Président du Tribunal du lieu et de deux assesseurs tirés au sort sur une liste de 12 citoyens notables désignés chaque année par le Commissaire de la République.

La législation en vigueur en Afrique Equatoriale française a donc été promulguée *ispo facto* du fait de l'impossibilité d'appliquer la législation coloniale allemande ainsi que nous l'avons déjà indiqué.

Mais cette application eut pu avoir des inconvénients si des ressortissants allemands avaient encore séjourné sur le territoire. Tel n'était pas le cas.

Relativement aux biens, l'application de cette législation restait soumise aux grands principes juridiques de la non-rétroactivité des lois et de la règle *locus regit actum*.

Les règles du droit international privé et du Code civil français régissent le statut des personnes. Des centres d'état-civil furent créés ainsi qu'un service de curatelle.

La masse des biens allemands a été mise sous séquestre judiciaire et le décret du 11 août 1920, pris en la forme de règlement d'administration publique, a réglementé le mode et la procédure de la liquidation des biens, droits et intérêts mis sous séquestre.

Deux avocats inscrits à la Cour d'appel de Brazzaville et autorisés à résider à Douala représentent les parties devant le tribunal.

Régime foncier. — Le décret du 11 août 1920 a organisé le domaine et le régime des terres domaniales au Cameroun. Il a posé le principe de l'aliénation des terres domaniales, le soin d'en fixer les détails d'application étant réservé à l'administration locale qui statue soit par arrêté, soit en provoquant un nouveau décret.

Le domaine public est constitué suivant la définition posée par l'article 538 du Code civil et les règles de l'aliénation prescrites par le Code devront être suivies.

Les autres terrains se répartissent comme suit :

1^o Terrains ayant fait l'objet d'une appropriation régulière inscrite au Grundbuch et pour lesquels existe un titre foncier régulier ;

2^o Terrains appartenant à des indigènes ou à des collectivités indigènes en vertu de la coutume et de la tradition, mais pour lesquels n'existe aucun titre de propriété écrit ;

3^o Terrains situés autour des villages sur lesquels les indigènes pratiquent leurs cultures mais sur lesquels ils n'ont en réalité qu'un droit d'usage et non un droit de propriété ;

4^o Terrains vacants et sans maître.

Dans le but de défendre les indigènes contre toute spéculation ou spoliation, les détenteurs de terrains possédés sans titres écrits du fait de la tradition ou de la commune renommée, ou détenus dans les mêmes conditions par les communautés indigènes représentées par leurs chefs, devront s'assurer de l'agrément de l'autorité administrative pour les aliéner.

Afin de préserver les droits d'usage des indigènes sur les immenses territoires de la colonie, les aliénations seront également soumises à l'approbation de l'administration pour la 2^e catégorie de terrains.

Si les collectivités indigènes devaient être privées de leurs droits d'usage dans le but d'assurer une meilleure mise en valeur de ces terrains, une indemnité leur serait allouée et de nouveaux terrains leur seraient désignés pour assurer leur exploitation agricole et pastorale.

Enfin, la propriété des bâtiments urbains est accessible aux indigènes qui ont les mêmes droits que les adjudicataires ou concessionnaires jouissant d'un statut européen.

Les concessions ne pourront être accordées à titre définitif que sur les terrains vacants et sans maître après exécution de certaines charges. Les procédés d'aliénation varient pour ces terrains selon qu'il s'agit de terrains urbains lotis mis en adjudication ou de terrains ruraux concédés de gré à gré ou adjudés en cas de compétition.

Les concessions rurales de superficie supérieure à 1000 hectares ne sont accordées que par décret.

Le décret du 11 août 1920 précise dans son article 4 que le régime des forêts et des exploitations hydriques sera réglé par des arrêtés locaux.

Ces textes sont encore à l'étude.

L'exploration, la recherche et l'exploitation des mines au Cameroun étaient réglementées sous l'administration allemande par un arrêté du 27 février 1906. Depuis 1914, cette législation n'a eu aucune application. Un décret du 23 octobre 1920 a rendu applicable au Cameroun la réglementation minière de l'Afrique continentale française. Cet acte a été modifié en ce qui concerne les pétroles par un décret du 5 mars 1921 complété par un arrêté local.

Impôts et taxes. — Le taux de la taxe personnelle a été fixé par arrêté du 7 octobre 1920 à 10 francs pour les hommes et 5 francs pour les femmes sans enfants ; les mères sont exonérées. Dans la région du Nord, (Ngaoundéré, Garoua, Maroua) le taux primitivement prévu à 3 francs a subi un relèvement de 2 francs.

Taxe de pacage. — Par arrêté du 18 juillet 1918 le taux de la taxe sur les bovidés a été porté de 1 franc à 1 fr. 25 par tête, mais une remise de 0 fr. 25 est assurée aux chefs chargés de la perception de ces taxes.

Cette taxe demeure fixée à 2 fr. par cheval, 0 fr. 50 par âne et 0 fr. 25 par mouton et cabri sans remise à la perception.

L'usage des puits natronés est libre pour tous les bovidés pour lesquels la taxe a été acquittée.

Patentes et licences. — L'arrêté du 23 août 1919 modifié par celui du 7 octobre 1920 a réglementé les patentes et les licences au Cameroun.

Les patentes sont classées en trois tableaux : A. B. C.

Les patentes du tableau A sont divisées en 6 classes et s'élèvent de 50 fr. à 1.000 fr. pour la première classe.

Des patentes de traite du tableau B s'élevant de 200 à 400 francs, sont prévues pour les commerçants se livrant à l'achat des produits indigènes, du bétail et au commerce de l'or ; enfin une patente de 20 francs par an est prévue pour les marchands ambulants.

Les patentes professionnelles et individuelles du tableau C s'élèvent de 50 francs à 1000 francs selon la catégorie.

Les licences sont réparties en deux catégories et s'élèvent de 200 à 400 francs.

Taxes de justice indigène. — L'arrêté du 30 décembre 1916 a été maintenu.

En matière correctionnelle la taxe est en principe de 25 francs pour chaque accusé condamné et peut être relevée à 50 francs selon la gravité du délit.

Si une plainte est reconnue non-justifiée, pour injures ou violences légères, le tribunal peut infliger une amende de 25 francs ou 10 jours de prison en cas de non-paiement.

En matière civile, il est perçu 5 francs pour les affaires où l'objet du litige a une valeur inférieure à 50 francs ;

10 francs pour une valeur de 50 à 100 francs et ainsi de suite à raison de 5 francs par 50.

Cette taxe est versée aussitôt le prononcé du jugement par la partie qui succombe. Elle peut être réduite de moitié par le Tribunal.

Pour les procès relatifs à des contestations de femmes, il est perçu 25 francs.

Permis de port d'armes et de chasse. — Le principal intérêt de ces taxes réside dans le fait qu'elles permettent le contrôle des armes à feu.

L'arrêté du 1^{er} mai 1920, s'inspirant de la Convention de Saint-Germain-en-Laye, article 6 du 17 septembre 1919, prohibe, en principe, l'importation, la vente, la cession, le transport et la détention des armes à feu dans les territoires du Cameroun.

Le Commissaire de la République peut accorder des dérogations. Les permis donnent lieu à un droit annuel de 10 fr. par fusil et de 5 francs par revolver.

La chasse est réglementée par l'arrêté du 31 décembre 1916.

La chasse indigène traditionnelle n'est assujettie à aucune taxe et le droit de défendre les cultures contre les incursions des pachydermes reste intact.

Etat-Civil. — La taxe d'Etat civil d'un taux de 3 francs pour les naissances, 5 francs pour les mariages et 2 francs pour les décès, a été établie dans un but plus administratif que fiscal, afin de parvenir au recensement nominatif de la population Fang.

Prestations. — L'arrêté du 1^{er} juillet 1921 a institué le régime des prestations et a fixé à 10 le nombre des journées dues par les individus adultes et valides, les tirailleurs et les gardes régionaux exceptés.

Les assujettis peuvent racheter les dix journées au taux de 1 franc par journée.

Il existe encore diverses taxes pour le recrutement des travailleurs par l'administration, les permis de bâtir dans les zones urbaines, taxes de marché et d'abatage, permis de fête et de tam-tams et taxes d'arraisonnement. Elles ne présentent que peu d'intérêt et ont une portée plus statistique que financière.

Les Douanes. — Le décret du 7 août 1920 a rendu applicable au Cameroun le régime douanier du bassin conventionnel du Congo. Conformément à l'acte général de Berlin, du 26 février 1885, le maximum du droit à percevoir à l'entrée et à la sortie est de 10 0/0 *ad valorem*.

Le décret du 23 mars 1921 qui a déterminé les attributions du Commissaire de la République a disposé que l'égalité commerciale était assurée au Cameroun dans les conditions prévues par l'article 22 du traité du 29 juin 1919.

Les taxes *ad valorem* sont perçues sur les produits importés d'après leur valeur au lieu d'importation ; cette valeur est déterminée par les prix de facture majorés de 25 0/0.

Les droits perçus à la sortie le sont d'après une mercuriale établie annuellement par une commission comprenant les membres de la Chambre consultative du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture.

Les recettes douanières ont été les suivantes de 1916 à 1920 :

1916 avril à décembre inclus.....	1.142.424 fr.
1917 » » 	1.225.837 »
1918 » » 	1.614.053 »
1919 » » 	2.075.252 »
1920 » » 	6.058.242 »

Un arrêté du 28 novembre 1919 a institué, en outre, des taxes de consommation frappant les produits de toute origine

et de toute provenance ; enfin un arrêté du 31 décembre 1920 a institué un droit de statistique de 0.20 à la tonne en moyenne.

LES ŒUVRES SOCIALES

L'enseignement. — L'arrêté local du 8 septembre 1917 a été modifié par un arrêté en date du 1^{er} octobre 1920. Le Gouvernement a cherché à diffuser l'usage du français.

Par ailleurs, une école professionnelle a été créée à Fom-ban en 1918.

L'effectif des écoles officielles deux ans après l'armistice était :

En 1919 :	27 écoles,	18 moniteurs,	1.690 élèves :
En 1920 :	34 »	27 »	2.200 »

L'enseignement officiel a subi un retard appréciable du fait de manque de personnel, le premier instituteur français n'arriva au Cameroun qu'en 1920.

Mais l'enseignement des Missions françaises a joué un rôle important dans la diffusion de notre langue depuis la guerre. A la condition de se soumettre au contrôle de l'administration locale, les missions peuvent bénéficier de subventions (arrêté du 1^{er} octobre 1920).

Les statistiques de l'enseignement privé pendant les trois dernières années donnent une proportion d'élèves de beaucoup supérieure à celle des écoles officielles.

	1918		1919		1920	
	Elèves	Ecoles	Elèves	Ecoles	Elèves	Ecoles
Mission Catholique.....	1.734	27	4.028	48	6.000	88
Mission protestante.....	310	10	260	6	800	15
Mission presbytérienne américaine.....	790	9	785	9	2.200	90

Assistance médicale indigène. — Un arrêté du 2 décembre 1916 réglementait le service médical et l'assistance indigène.

Tous les médecins devaient concourir à l'assistance médicale et un dispensaire devait être créé là où se trouvait un médecin, où se donnaient des consultations et où des indigènes pouvaient être hospitalisés.

Mais la pénurie de personnel médical entrava longtemps l'effort et la bonne volonté du gouvernement local. Il n'avait été jusque là fait appel qu'au corps de santé des troupes coloniales épuisé par la guerre et dont au surplus le recrutement était en partie tari.

Aussi le gouvernement a, pour parer à cette crise, décidé d'attirer au Cameroun de jeunes médecins civils désireux de se créer une situation aux colonies et la création de 22 postes a été prévue.

Il y a eu de la part de l'administration locale un très gros effort fait afin de faire bénéficier les indigènes des bienfaits de la médecine et de la science des Européens.

Il n'a été entravé que par le manque de médicaments, l'affluence des malades ayant de beaucoup dépassé les prévisions faites. En 1919, les postes médicaux ont fourni 53.783 consultations pour 186.696 en 1920.

L'autorité française n'a pas non plus négligé la prophylaxie des maladies contagieuses telles que la variole et la lèpre qui sont très répandues. Le nombre des vaccinations a été de 22.934 en 1918, 43.200 en 1919 et 50.746 en 1920.

Deux léproseries ont été rétablies dans la région de Yaoundé et deux autres dans la région d'Ebolowa. En outre, deux villages agricoles de lépreux ont été reconstitués dans la région d'Ebolowa.

La maladie du sommeil existe à l'état épidémique dans la région du Haut Nyong. Une lutte énergique a été entreprise et un centre d'hypnose a été ouvert à Ayos dès 1920. Il est

en même temps un centre d'instruction pour le personnel médical.

Législation sociale. — Une des premières mesures prises dès l'occupation des troupes alliées fut l'interdiction de la vente et de l'échange de toute boisson alcoolique ou fermentée aux indigènes. L'arrêté du 20 décembre 1916 a maintenu ces dispositions et interdit de se servir d'intermédiaires indigènes pour la vente des boissons alcooliques. En outre, l'arrêté du 7 décembre 1920 portant à 800 francs par hectolitre les droits à percevoir par hectolitre d'alcool pur distillé et l'arrêté du 15 décembre 1920 qui a élevé les droits de consommation à 1 fr. par litre d'alcool pur ont eu pour but, en dehors de ressources budgétaires appréciables, d'interdire aux indigènes la consommation de l'alcool.

La culture et la consommation du chanvre, autre toxique plus répandu chez les indigènes, ont été interdits par l'arrêté du 18 août 1917.

L'arrêté du 18 août 1917 a interdit la mise en gage des personnes indigènes du sexe féminin. La mise en gage de la femme, avait en général pour origine une perte au jeu éprouvée par le mari et ces pratiques avaient en fait tous les caractères de l'esclavage.

L'antropophagie est peu répandue. Cantonnée dans certains districts forestiers du centre et de l'est, elle est très difficile à déceler.

L'émigration des indigènes est soumise à l'autorisation préalable de l'administration. Cette mesure édictée par l'arrêté du 30 juin 1917 a été déclarée applicable aux femmes originaires du Cameroun que pouvaient épouser des indigènes originaires des colonies françaises.

Tels sont brièvement résumés les cadres de la nouvelle organisation française au Cameroun. Sans doute l'œuvre n'est pas parfaite, mais un gros effort d'adaptation a été fait ainsi qu'il est possible de le constater par ce simple exposé.

Depuis 1916, la colonie a été dotée d'un budget autonome. Si les premières années ont été difficiles à équilibrer, pendant l'année 1920, l'excédent budgétaire a été considérable.

En effet, le total des recettes s'est élevé à	14.035.605 fr.
et celui des dépenses à.....	<u>6.889.871,59</u>
soit un excédent de.....	7.145.733,41

Il est destiné à constituer une caisse de réserve afin d'entreprendre des travaux d'amélioration des ports et d'assurer la continuation des voies ferrées, enfin à parer au déficit que la crise mondiale pourrait apporter dans l'avenir aux ressources financières de la colonie.

Outillage économique. — Le Cameroun, en 1914, était desservi par deux lignes de chemin de fer. Le chemin de fer du Nord entièrement exploité de Bonabéri à Nkongsamba (160 kilomètres) le chemin de fer du Centre en exploitation sur 150 kilomètres.

La Kameroun Eisenbahn Gesellschaft avait eu la concession de l'exploitation du chemin de fer du Nord à charge d'assurer la construction de la ligne. De Nkongsamba la ligne devait former l'amorce d'un chemin de fer de pénétration vers le nord. Un avant projet prévoyait le prolongement vers Garoua.

Le « Mittelland Bahn » devait être une voie de pénétration vers le sud et le sud-est. Les Allemands ambitionnaient d'en faire une voie de pénétration vers les régions du Moyen Congo et à travers le Congo Belge, pour réaliser la jonction du Cameroun Occidental et de l'Est africain.

Pendant les opérations de guerre ces deux voies avaient subi maintes déprédations. En se retirant, les Allemands détruisirent les ouvrages d'art, le matériel fut détérioré ou rendu inutilisable. Au fur et à mesure de l'avance de nos troupes, les services du chemin de fer s'employèrent à re-

mettre en état le matériel roulant et à rétablir les ouvrages métalliques par des ponts de fortune.

Les deux voies dont il est question seront étudiées au point de vue économique dans la troisième partie. Leur développement sera le facteur le plus puissant de l'évolution sociale du pays, aussi les projets qui sont à l'étude méritent d'être signalés.

Le projet de prolongement du chemin de fer du Nord vers Garoua, bien qu'ayant été étudié par les Allemands, avait été abandonné par eux à raison des difficultés que la construction de la ligne aurait présentées, de plus, son tracé était un peu excentrique. Le rail ne traverserait qu'un pays de pâturages, peu peuplé. L'exploitation aurait donc été d'un médiocre rendement. L'autorité française s'inspirant des observations et des études antérieures ne s'est pas attardée à l'examen de ce projet.

Il n'en est pas de même du chemin de fer du Centre. Achievé sur 180 kilomètres, sa plate-forme est sérieusement avancée sur 50 environ. A cet endroit, le tracé se divisait en deux branches, l'une se dirigeant vers le Nyong, l'autre remontant vers Yaoundé.

L'une était l'amorce du trans Africain qui devait desservir le Mittel-Afrika, l'autre devait remonter vers le Tchad par Garoua.

Le projet vers l'est qui était le rêve pangermain n'est pas à retenir pour nous car, en admettant que le rail soit prolongé jusqu'à Ouesso, il serait impossible de lutter pour l'évacuation des produits par Douala avec la batellerie de la Sangha. De plus, toute la région est pauvre en habitants.

Vers le Nyong, bien que la situation soit meilleure, le pays étant plus peuplé et plus riche en palmistes, en caoutchouc, et plus propice aux cultures tropicales, les débouchés du chemin de fer sont apparus d'autant plus insuffisants que les

produits de cette région peuvent s'écouler par le Nyong, navigable aux petits vapeurs.

Il n'en est pas de même du tracé vers le nord. Son itinéraire traversera la riche région populeuse de Yaoundé, siège du Commissaire Général et desservira les centres de Deng-Deng, Koundé, Oma pour aboutir dans la région du Nord qui jouit déjà d'une civilisation avancée. Des jonctions pourront se faire avec cette voie soit par des Decauvilles, soit par les cours d'eau navigables et assureront ainsi au territoire de l'hinterland, l'écoulement rapide de leurs produits vers la mer.

Les routes. — Les routes sont encore peu nombreuses au Cameroun, du moins celles véritablement dignes de ce nom et accessibles aux moyens de locomotion moderne. La plus importante est celle qui relie Yaoundé à Kribi ; avec un embranchement partant de Lolodorf sur Ebolowa.

Des projets sont en voie d'exécution journalière, notamment la piste qui relie Otilé, future station du chemin de fer du Centre à M'Balmayo, origine de la navigation sur le Nyong, devra être rendue possible à un trafic automobile assez intense.

D'autres sont à l'étude, telles que la route de Yaoundé à Bafia, de Dschang à Bana.

D'ailleurs l'utilisation soit des transports automobiles par routes, soit des voies Decauville, doit s'intensifier au fur et à mesure que les crédits et l'outillage se développeront, permettant ainsi de substituer au portage humain des moyens de locomotion plus modernes.

Le portage est une des rançons les plus pénibles payées par l'indigène à l'introduction de la civilisation. L'avenir du pays est lié à sa disparition.

Le port maritime. — L'estuaire du Wouri, embouteillé par les Allemands en 1914, n'a pas encore été débarrassé des

épaves qu'ils y coulèrent. Des travaux de balisage ont été entrepris, mais le draguage du chenal n'a pas encore été assuré. Le port de Duala est resté à peu près tel que les Allemands l'abandonnèrent. Il y aura lieu surtout d'améliorer les moyens de chargement et de réduire les manutentions ; de creuser le chenal pour permettre aux navires calant 8 mètres de parvenir à Duala à marée haute.

De plus, il est nécessaire de prévoir la construction d'un quai permettant aux navires d'effectuer leurs opérations de chargement et de déchargement et d'y établir des voies et un outillage d'exploitation.

Enfin, la reconstitution et l'amélioration du matériel flottant actuel est encore entièrement à faire.

Réseau de communications téléphoniques. — Le Cameroun est relié par deux câbles sous-marins se dirigeant vers le Nord à Bonny (Nigéria) d'une part et à Lomé (Togo) d'autre part. Il serait nécessaire pour éviter d'emprunter les câbles anglais, très onéreux de mouiller un câble entre Douala et Libreville, ce port étant en communication directe avec Dakar et Brest. Un poste de T. S. F. secondaire avait été installé par les allemands à Douala. Il était en relations avec le poste à grande puissance de Kamina au Togo. Un second poste sera installé à Yaoundé, chef-lieu de la colonie et communiquera avec la France par le poste intercolonial en construction à Brazzaville et avec le Tchad par celui qui devra être construit à Garoua.

TROISIÈME PARTIE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS.— SON ÉVOLUTION. — SON AVENIR. — LA MAIN-D'ŒUVRE. — LES PRINCIPAUX PRODUITS. EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

Le Cameroun est un pays qui se prête d'une façon admirable à la colonisation par sa configuration, les aptitudes de ses habitants et ses ressources naturelles.

Il est infiniment supérieur, comme facilité d'exploitation, à l'Afrique Equatoriale Française dont il représente pourtant tous les caractères physiques, ethnographiques et climatériques. Mais il faut voir sa supériorité dans deux raisons principales : proximité relative de la mer de l'hinterland, et densité plus élevée de sa population.

Dès la signature du Traité de Paix, le Cameroun vit affluer une masse d'Européens venant tenter la belle aventure dans ce nouvel Eldorado. Ces commerçants ou colons souvent mal avertis de la difficulté des affaires coloniales, éblouis de fortunes rapides, édifiées durant les deux dernières années de guerre, étaient mal préparés à la lutte économique. Certains déchantèrent. Après avoir perdu leur petit capital, beaucoup durent, soit reprendre le chemin du retour, soit chercher des emplois salariés dans les grandes Sociétés de commerce ou dans l'Administration.

C'est que leurs illusions proviennent d'une erreur initiale que beaucoup de coloniaux contribuent, à leur retour en France, à entretenir et à propager. On a coutume de dire qu'à la colonie le travail est interdit à l'européen et que ce dernier n'a qu'une surveillance à exercer sur la main-d'œuvre indigène. Il n'en est rien, au contraire, les affaires ne réussissent qu'autant qu'elles sont dirigées par des hommes d'une énergie de fer, d'un courage et d'une endurance à toute épreuve. « Tant vaut l'homme, tant vaut l'entreprise ». Tel qui affecte en Europe des airs de dilettante et de grand seigneur ne craint point, à la colonie, de se mettre rudement à la tâche, de vivre de façon misérable pour atteindre son but. Dominé par sa volonté, débilité par le climat, l'homme s'use dans une lutte sans merci pour la conquête de la richesse. Mais, ces qualités d'énergie nécessaires pour réussir sont rares et pour quelques favoris de la fortune, qui ont vu la récompense de leurs efforts et de leur ténacité, qui pourra dire combien de jeunes hommes au cœur ardent séduits par le mirage colonial sont morts obscurément dans un combat dont ils n'avaient pas envisagé les difficultés.

Mais si, à notre avis, l'élément individuel est capital, il n'est pas le seul nécessaire encore pour mener à bonne fin les entreprises coloniales. Il faut compter sur les aléas. Les fluctuations énormes des denrées coloniales sur les marchés mondiaux sont un obstacle dont il faut tenir compte et contre lequel il faut être préparé.

D'autre part, la lenteur des moyens de communications dans l'hinterland et la distance qui sépare le pays de la Métropole, nécessitent des capitaux assez élevés.

En effet, tel produit acheté à l'indigène ne peut être réalisé sur les marchés d'Anvers, Liverpool ou Hambourg qu'environ une année après son acquisition. Il faut encore à l'heure actuelle ajouter les variations du change. Aussi les petites entreprises à faibles capitaux sont-elles vouées à une disparition

fatale. Certaines ne trouvent leur salut qu'en s'agrégeant par un rachat à une société plus puissante.

Il ne faut point voir dans ces quelques observations un excès de pessimisme et conclure qu'il serait vain de porter son activité sur les pays neufs. Bien au contraire, nous estimons qu'il y a là un débouché pour les énergiques. Mais connaître le danger c'est souvent l'éviter. L'expérience ne s'enseigne pas, elle s'acquiert par la pratique des hommes et des choses. Si ces quelques avertissements fondés sur ce qu'il nous a été permis de constater pendant les trois premières années de séjour en Afrique peuvent laisser entrevoir à quelqu'un la banale et dure réalité, ils n'auront pas été inutiles.

Plus que tout autre, le Cameroun est voué dans un avenir que nous ne pouvons entrevoir, à une évolution rapide. Les Anglais, les Français, les Allemands sont unanimes sur ce point.

C'est que tout d'abord, la facilité d'accès de cette colonie à la mer est de beaucoup supérieure à celle que nous rencontrons dans nos autres possessions.

Duala situé au long d'un estuaire, dont la largeur atteint à Suellaba environ 8 kilomètres, est un port sûr où la barre ne vient pas, comme sur tous les autres points du golfe de Guinée, compliquer les opérations d'embarquement et de débarquement en rendant le littoral à peu près inaccessible. A l'heure actuelle, les services de la marine n'ont pu débouteiller l'estuaire dans lequel les Allemands avaient coulé les navires destinés à empêcher l'entrée de la flotte franco-britannique. Les dragues ont été coulées et n'ont pu encore être renflouées, mais dès que les opérations de draguage du chenal balisé seront reprises, l'accès du port de Duala sera permis à des bateaux calant plus de 6 m. 30 auxquels il est déjà accessible aux marées les plus hautes.

Ils pourront trouver là, le frêt que déversent deux voies ferrées venant de l'hinterland.

La politique économique de l'Allemagne au Cameroun autant qu'il est permis d'en juger par les faits semble avoir été influencée par les circonstances. Les événements n'auraient pas manqué, par la suite, d'y faire apporter des modifications importantes.

Primitivement, seules les entreprises européennes étaient appelées à participer à la mise en valeur du pays et à en tirer profit, l'indigène n'était que l'instrument de travail. Le gros effort des Allemands s'est porté principalement sur les cultures les plus riches : caoutchouc, café, cacao, tabac, plantes médicinales et à parfums.

Ils avaient concédé de larges espaces et notamment la Société des Chemins de fer du Nord, s'était vu accorder le droit de concéder, à son tour, en pleine propriété, sous certaines réserves, de vastes étendues de terre.

Leur effort se manifesta particulièrement dans la région côtière et sur les pentes du mont Cameroun et du Manengouba dont la situation géographique et la constitution géologique étaient extrêmement favorables.

Plus tard, leur activité s'orienta vers des produits moins riches (amandes de palme) et les Allemands cherchèrent à mettre également en valeur certaines régions de l'intérieur. C'est de cette époque que date leur programme de construction de routes et de chemin de fer.

Pour réaliser leur but, ils ne ménagèrent point leurs efforts : création de fermes modèles, amélioration du cheptel par l'introduction de reproducteurs, développement de la culture familiale du cacao par l'indigène.

La vie économique du pays s'arrêta brutalement avec la guerre qui jeta sur le pays le cortège des maux qui l'accompagnent. Les plantations furent délaissées, le cheptel décimé par les réquisitions nécessaires à la subsistance des troupes en opérations. Enfin l'outillage fut abandonné, si ce n'est délibérément détruit ou pillé.

Après la cessation des opérations militaires au Cameroun, le pays renaît à la vie économique. La métropole a besoin d'oléagineux tels qu'amandes de palme, ricin. D'abord, conduite sous la direction de l'Administration, cette entreprise ne tarde pas à être laissée au commerce privé. Très peu nombreux au début, les commerçants se multiplient avec une rapidité incroyable. Des fortunes s'édifient rapidement dans le cours des années 1917 et 1918 et l'ère de prospérité atteint son apogée en 1920. La capacité d'achat des indigènes est infiniment accrue, les produits leur étant payés un prix plus élevé. Aussi le commerce importe et stocke un nombre considérable de marchandises, particulièrement des tissus dont l'indigène est grand amateur.

Fin 1920 et dans les premiers mois de 1921 un arrêt des affaires survient brusquement.

Il y a eu excès de stockage des marchandises importées. Presque toutes de provenance anglais ou américaine, payées au cours de la livre sterling qui atteignit et dépassa même 60 francs, ces marchandises devinrent invendables dès que le cours du change s'améliora et qu'il y eut surproduction.

D'autre part les maisons anglaises de l'Afrique représentées à Duala, extrêmement puissantes réalisèrent un consortium et jetèrent sur le marché des marchandises moitié moins cher que celles vendues précédemment (La pièce d'étoffe tomba de 60 francs à 30 francs).

Pendant ce temps les cours des produits coloniaux s'effondraient. Le caoutchouc devenait invendable et les stocks s'accumulaient dans les ports étrangers par suite de la concurrence des caoutchoucs de plantation.

Il en était de même pour le cacao, enfin la consommation des oléagineux devenait infiniment plus restreinte du fait de la cessation de la guerre. Une moins grande quantité de matières grasses était devenue nécessaire. Enfin le frêt restait à un prix plus élevé.

Il faut aussi ajouter à cela la griserie qui s'empara des commerçants lesquels croyant à une hausse continue ne surent pas entrevoir la réaction prochaine que la fin des hostilités devait provoquer.

Un trouble considérable fut apporté dans la mentalité de l'indigène auquel échappe les motifs de la variation du cours des produits. Mais si son produit était payé moins cher, pendant longtemps encore, il eut à supporter le prix élevé des marchandises stockées.

D'ailleurs, le coût des marchandises importées enleva à l'indigène la plus grande partie de son pouvoir d'achat.

Enfin, il faut ajouter que les disponibilités financières des Maisons de Commerce européennes, du fait d'avoir stocké des marchandises difficiles à écouler, se sont infiniment restreintes.

Une des plus importantes Sociétés de la place, au capital social de 12.000.000 de francs a dû notamment déposer son bilan. La plupart des autres ont restreint considérablement leurs affaires, réduit leur personnel, arrêté leurs achats.

Telles sont les causes qui ont provoqué dans le cours de l'année 1921 un arrêt marqué dans la reprise de l'activité commerciale du pays.

Cependant il y a tout lieu d'espérer que cette période d'arrêt des affaires touche à sa fin, mais la politique de mise en valeur sera nécessairement orientée vers d'autres méthodes que celles pratiquées jusqu'alors par les premiers occupants du pays et par nous-mêmes pendant les premières années de la guerre.

La mise en valeur est appelée à devenir surtout une œuvre indigène. Les grandes plantations ont vécu et la colonisation devra se cantonner à des exploitations réduites en raison de la pénurie de la main-d'œuvre ou chercher à employer des moyens mécaniques pour y suppléer.

L'activité indigène devra être dirigée vers les productions

vivrières et non plus seulement vers les produits d'exportation. Des efforts très sérieux ont déjà été faits et ont été couronnés de succès. Les derniers mois de l'année 1919 donnent un exemple caractéristique.

L'approvisionnement des centres urbains était devenu extrêmement difficile. L'indigène attiré par les prix élevés des produits d'exportation avait totalement négligé les cultures vivrières, le cheptel avait disparu. L'administration locale s'est attachée à la reconstitution du cheptel en prenant des mesures énergiques : interdiction de l'abatage et de l'exportation des femelles, reprise de la culture du riz, laquelle avait été abandonnée pendant la guerre ; des distributions de graines de produits coloniaux ont été faites aux chefs indigènes pour leurs villages.

Dans la région de Yaoundé qui jouit d'un climat extrêmement favorable, la culture de la pomme de terre et celle des haricots ont donné des résultats surprenants.

Un personnel technique agricole a eu pour principale mission d'éduquer les indigènes et de guider leurs efforts vers les produits d'alimentation et d'élevage.

Enfin, par la création d'une Chambre consultative de Commerce, l'Administration a cherché à s'entourer des conseils de tous les éléments qui contribuent à l'activité économique du pays et à s'assurer leur collaboration.

Telle est, résumée, l'évolution économique de la Colonie durant les dernières années.

Dans les parties qui suivront, nous étudierons brièvement les principales richesses du pays, nous attachant spécialement à celles qui laissent entrevoir le plus d'espérances et nous indiquerons les chiffres fournis par les dernières statistiques.

Mais, tout d'abord, nous indiquerons les situations créées au Commerce et à l'Agriculture, du fait de la raréfaction de la main-d'œuvre indigène.

La main-d'œuvre. — Un gros écueil que notre Administration a rencontré pour la mise en valeur du pays a été la divergence des moyens employés par les Allemands et ceux que nos principes de civilisation basés sur notre conception de la liberté du travail nous permettaient d'employer.

Il est indéniable que s'ils ont pu faire parvenir le pays à un développement économique que nous n'avons pu encore lui faire atteindre, les Allemands le doivent à leur politique de la main-d'œuvre qui, cependant, peut, à plus d'un point être sévèrement appréciée.

A ce propos, nous rappellerons les paroles prononcées au Reichstag, par le Docteur Solf, Ministre des Colonies, le 6 mars 1913: « Avec la thèse que tous les hommes sont égaux, on ne peut rien faire dans les colonies ». Cet aphorisme est exact si l'Etat considère ses colonies comme des affaires financières à rapports immédiats, mais l'œuvre qui incombe aux nations civilisatrices est un placement à lointaine échéance et les générations actuelles sèment les récoltes de celles qui les suivront.

Les Allemands tard venus dans la conquête de l'Afrique, ont voulu faire vite et surpasser ce que trois siècles d'expérience coloniale avaient permis à la France et à l'Angleterre d'acquérir.

De là, à considérer l'indigène comme un moyen d'exploitation et de mise en valeur du pays, il n'y avait qu'un pas, le travail étant la base même de tout développement social et économique.

Ils ont encore commis peut-être l'erreur de concéder de trop grandes étendues de terrain qui impliquait le déracinement et le transfert sur les plantations d'un grand nombre de travailleurs.

Par une réglementation minutieuse, ils cherchaient à préserver cette main-d'œuvre en lui procurant une nourriture relativement abondante et des soins médicaux et ainsi à éco-

nomiser leur « matériel humain ». Cependant, l'indigène vit mal loin de sa région natale et on ne transporte pas impunément un homme de la forêt dans la région côtière, ou un homme de la savane dans la forêt en lui imposant un travail auquel il n'est pas habitué, loin de ses habitudes familiales.

Enfin les concessions de culture étaient sans doute encore trop vastes et trop nombreuses et exigeaient aussi une main-d'œuvre de beaucoup supérieure aux possibilités locales de la population. Les Allemands s'en étaient déjà rendu compte eux-mêmes et avaient cherché par la suite à développer la culture familiale.

Nous avons vu que la densité de la population du Cameroun, bien que relativement élevée, ne doit pas dépasser 6 hommes au kilomètre carré pour une population d'environ 2.500.000 habitants.

Par comparaison, elle est de beaucoup supérieure au territoire que l'accord de 1914 avait cédé à l'Allemagne où on prétendait qu'il y avait 1.000.000 d'indigènes alors qu'en réalité il y en avait 270.000. Et encore ce chiffre doit-il être admis sous réserves jusqu'à ce que soient connus les résultats du dernier recensement.

De plus, cette densité de la population est inégalement répartie.

Enfin, ce qui augmente encore les difficultés c'est que cette main-d'œuvre indigène déjà si peu nombreuse est de mauvaise qualité et de très faible rendement.

Dire que l'indigène méconnaît le travail est un lieu commun. Bien plus, le travail est considéré par lui comme avilissant et comme tel devant être uniquement réservé aux femmes. Son éducation est donc entièrement à faire. Accroître ses besoins, lui donner le goût du bien-être, de façon à l'inciter au travail pour acquérir ce qu'il souhaite, telle est l'œuvre immense à laquelle notre administration s'attache d'une façon inlassable.

Sans doute des résultats appréciables ont été atteints. Notamment, dans les centres, on peut dire que le travail est libre. L'engageur et l'engagé sans doute ont recours à l'Administrateur pour sanctionner le contrat, mais il n'est pas rare de trouver des indigènes qui viennent spontanément offrir leur travail aux employeurs. Dans les régions du Centre le fait est beaucoup plus rare et on peut dire que livré à lui-même l'indigène ne travaillerait pas. Sa limite de travail est déterminée par la quotité de l'impôt à payer pour la collectivité du village. L'impôt achevé de payer, il retourne à ses habitudes de paresse ancestrales. Là encore, les exploitations commerciales ont besoin du concours de l'Administration pour obtenir la main d'œuvre indispensable à l'évacuation des produits achetés.

Récemment, un Député de couleur, M. Boisneuf, au cours de débats parlementaires, a qualifié d'esclavage le fait, par l'Administration, de recruter de la main d'œuvre pour des Sociétés commerciales. Il faut avouer qu'une contrainte ou plutôt exactement une certaine pression morale est nécessaire pour obliger l'indigène à fournir la main d'œuvre nécessaire aux exploitations de l'intérieur, mais c'est par un étrange abus de mots, que l'on peut qualifier d'esclavage, le fait d'inviter au travail des individus qui souvent préféreraient se laisser mourir de faim ou aller dérober dans les plantations du village voisin les racines de manioc nécessaires à leur subsistance.

Selon une heureuse formule qui a été déjà employée, dire que le travail est libre ne veut pas dire que les individus sont libres de ne pas travailler. En Europe les lois ne punissent-elles pas le vagabondage et celui qui n'a pas de moyens d'existence n'est-il pas considéré comme passible des peines qui punissent cette infraction ? L'oisif n'a pas sa place dans la vie moderne et c'est par un sentimentalisme outré ou en déformant et exagérant les faits qu'on peut arriver à jeter le

doute sur les interventions de l'Administration qui n'est toujours animée que par le désir sincère de procurer aux individus inférieurs qu'elle a en tutelle quelque amélioration de leur sort.

D'ailleurs ces interventions administratives sont étroitement réglementées. Le prix de la journée de travail est relativement assez élevé au Cameroun et, à notre avis, exception faite du portage qui nécessite un gros effort, l'indigène est payé cher par rapport à sa bonne volonté et au rendement de son travail. Cependant les Européens se sont rendu compte qu'ils avaient intérêt à bien payer, à bien loger et à bien nourrir leurs travailleurs.

C'est encore en développant les œuvres d'assistance médicale pour améliorer l'état sanitaire de la race que la méconnaissance des plus élémentaires principes d'hygiène rend la proie des maladies épidémiques et endémiques, que nous continuerons à préserver et à accroître ce qui est le fondement de toute évolution économique : la main d'œuvre.



Il serait faux de croire que depuis la cessation des hostilités, le Cameroun ait pu obtenir un mouvement commercial aussi intense que celui qu'il a connu pendant l'occupation allemande.

D'ailleurs il faut tenir compte que le territoire laissé sous l'administration française est infiniment plus réduit que celui de 1912, 400.000 km² au lieu de 770.000 km². Il faut donc tenir compte de cette différence principalement en ce qui concerne la région laissée à l'Angleterre qui est des plus fertiles et où les plantations avaient été extrêmement développées.

Depuis les deux dernières années, on peut dire d'une manière générale que l'effort de mise en valeur a porté

principalement sur l'exploitation des essences laticifères, du palmier à huile et des autres oléagineux et celle des bois :

Le caoutchouc. — Pendant l'occupation allemande les commerçants ont poussé les indigènes à produire du caoutchouc en grande quantité. L'exploitation des essences laticifères a été faite inconsidérément dans certaines régions et a occasionné le dépeuplement de la forêt. Dans la région voisine de la côte, dans les alentours de Kribi et d'Ebolowa les arbres ont été abattus, coupés ou saignés sans méthode, aussi est-elle épuisée.

Jusqu'en 1906 on peut affirmer que le caoutchouc est resté la principale ressource du Cameroun.

En 1910 et 1912, 50.000 indigènes étaient employés à la préparation et au transport du produit vers Kribi. En 1913, les sorties de caoutchouc se montaient à 2.787 tonnes atteignant une valeur de 14.138.000 francs.

Devant la concurrence des caoutchoucs des plantations de l'Amérique et de l'Extrême-Orient, les Allemands tentèrent de créer d'importantes plantations de Kickxia et d'Hevéa, qui couvraient en 1913 plus de 7.000 km avec plus de 1.500.000 arbres. Elles produisaient alors 996 tonnes.

Bien qu'actuellement le caoutchouc compte pour un chiffre notable des sorties de la colonie, il n'est plus la seule ressource retenant l'attention du commerce. L'administration locale s'attache à obtenir des indigènes une exploitation méthodique des arbres et une préparation meilleure du latex.

Les prix du caoutchouc de forêt se sont effondrés dès les premiers mois de 1921 et les commerçants n'étaient plus acheteurs, au Cameroun, à l'indigène au-dessus de 0 fr. 65 le kg., ce qui est un prix insuffisamment rémunérateur.

En 1913, les dernières statistiques allemandes accusent une production de caoutchouc de 2.931.227 kg. valant 12.138.729 marks.

Pendant le premier semestre de 1920, il a été récolté 212.707 kg. de caoutchouc et 450.058 kg. pendant le premier semestre de 1921.

Les cours du caoutchouc s'étant effondrés à 3 fr., la production globale ne représente plus qu'une valeur de 2.648.295 fr. La différence notable de la production du caoutchouc entre le dernier semestre 1920 et le premier semestre 1921 tient à ce que pendant cette dernière période l'indigène devait travailler pour payer son impôt pour l'année qui commençait.

Les exportations du caoutchouc en quantité et en valeur se répartissent comme suit pour les 3 dernières années :

1919.....	357.687 kg.	836.665 francs
1920.....	504.030 »	1.260.075 »
1921.....	704.446 »	1.741.665 »

Nous nous trouvons donc, en ce qui concerne ce produit, en pleine régression en quantité et en valeur, pour des causes qui tiennent uniquement à la baisse des cours, et, à l'abandon de la récolte intensive de caoutchouc confiée jadis à des Sociétés commerciales telles que la Gesellschaft Sud Kame-roun.

Le palmier à huile. — Les oléagineux doivent dans l'avenir constituer une des principales ressources de la colonie, quand le chemin de fer traversera la zone d'habitat du palmier à huile qui s'étend, peut-on dire, presque sur tout le territoire. Le développement de la production d'huile et des amandes de palme est dû en partie à l'appauvrissement des peuplements d'arbres à caoutchouc et surtout à la nécessité de pourvoir les usines de guerre en matières grasses.

Il faut de plus tenir compte d'un stimulant énergique : le prix relativement élevé payé à l'indigène. Avant la guerre, les amandes de palme étaient achetées de 0 fr. 25 à 0 fr. 30 le kg. Pendant l'occupation française et notamment dans le

cours de l'année 1920, le prix du kg. atteignait de 1 fr. 30 à 1 fr. 50. De plus, il faut tenir compte des difficultés de l'évacuation de ce produit relativement lourd pour une assez faible valeur et par suite nécessitant de nombreux porteurs et l'immobilisation improductive d'une main d'œuvre abondante qui pourrait être employée utilement ailleurs.

En 1913, alors que le Cameroun couvrait environ 790.000 km., les Allemands exportaient environ 16.000 tonnes d'amandes de palme d'une valeur de 5.508.000 francs et 3.595 tonnes d'huile d'une valeur de 2.208.000 francs. Les statistiques allemandes indiquent exactement pour l'année 1912, 15.992.911 kg. d'amande de palme d'une valeur de 4.406.451 marks.

Pendant le seul premier semestre de 1920, l'exportation atteint 12.302.778 kg. d'amandes atteignant approximativement une valeur de 25.000.000 de francs. Dans le cours du premier semestre de 1921 les cours descendent de moitié ou des 2/3 et les quantités tombent à 6.695 834 kg.

En 1912, les exportations d'huile de palme représentaient 3.594.934 kilogrammes valant 1.622.387 marks.

Pendant le premier semestre 1920, elles atteignent 1.640.934 kilog. valant 1.312.744 fr. ; pendant le premier semestre 1921, 588.709 kilog. valant 470.967 francs.

Là encore il y a eu une élévation remarquable des quantités et des cours de ces deux produits suivie d'une chute brusque qui a atteint les marchés du monde entier.

Exportation des amandes de palme en quantité et en valeur :

1912.....	16.000 tonnes	5.508.000 francs
1913.....	19.556 »	5.508.000 »
1919.....	29.236 »	19.932.721 »
1920.....	22.574 »	29.883.157 »

Exportation d'huile de palme en quantité et en valeur :

1919.....	2.923.503 kilog.	4.112.145 francs
1920.....	2.649.558 »	6.452.684 »

Les bois. — Le Cameroun offre d'immenses ressources forestières encore inexploitées. Cette richesse doit être mise en valeur. Les Allemands avant la guerre avaient accaparé et dirigé sur Hambourg une forte partie des bois du Gabon et de la Côte d'Ivoire. Mais ils n'avaient pour ainsi dire qu'à peine ébauché l'exploitation de leurs peuplements forestiers. En 1913, ils n'exportaient encore que 11.290 tonnes d'une valeur de 870.000 francs alors que notre Gabon exportait 150.000 tonnes de bois. Deux scieries importantes fonctionnaient à Duala et à Bonabéri ; quatre autres étaient en voie d'installation dans l'intérieur.

Les essences forestières utilisables dans la zone sylvestre du Cameroun atteignent 63 0/0 depuis les bois précieux jusqu'aux bois d'utilisation commune.

L'ébène est exporté sous forme de petites billes d'un mètre de long. L'acajou avec ses différentes variétés de Khaya et d'Okoumé sert pour l'ameublement ; l'azobé est employé pour les travaux d'appontements, pilotis, etc. ; le moabi et le nyabi, appelé noyer d'Afrique, sont utilisés comme bois dur et cependant facile à travailler, le bangi susceptible de remplacer le chêne, est déjà employé pour les traverses de chemin de fer et le palétuvier pour la fabrication des pontons et des tonneaux.

Telles sont parmi tant d'autres les principales espèces utilisables dans la forêt du Cameroun.

Nos exploitants forestiers et nos industriels ont déjà commencé la mise en valeur de la forêt du Cameroun qui n'a d'autre limite que la rareté de la main d'œuvre.

Cependant les statistiques montreront les résultats déjà obtenus, indices certains d'une reprise économique.

1911.....	7.294.274 kg.	valant	388.187 marks
1912.....	11.289.972	» » »	695.851 »
1913.....	22.487.324	» » »	942.586 »

L'exportation, arrêtée par la guerre, reprend avec une **extrême rapidité**.

Premier semestre :

1920.....	556.765 kg.	valant	226.706 francs
1921.....	1.710.347 »	»	684.138 »

Par comparaison ce chiffre est extrêmement faible mais il faut tenir compte du caractère restreint et précaire des exploitations dont la reprise reste conditionnée par les prix du fret.

Pendant ces deux années sur lesquelles a porté la statistique il fut particulièrement élevé atteignant, en 1920, 450 fr. la tonne, pour le bois, produit encombrant.

Depuis cette époque, les marchandises ne payent plus que de 120 à 180 fr. par tonne, ce qui laisse entrevoir que les bois du Cameroun pourront concurrencer les bois du nord de l'Europe.

Il est à prévoir, de plus, que l'exploitation des bois ne sera plus dans l'avenir réduite aux bois de luxe mais s'étendra aux essences susceptibles de remplacer le bois d'œuvre qui manque à l'Europe. A l'exportation des acajous et des ébènes viendra s'ajouter celle des bois de charpentes et des bois lourds utilisables comme traverses.

Nul doute que les forêts du Cameroun ne soient appelées à un très bel avenir.

A l'heure actuelle une seule entreprise d'exploitation de bois existe à Duala. Il y a là un débouché précieux qu'il convient de signaler.

On évalue à 2.000.000.000 de mètres cubes la quantité de bois exploitables de la forêt du Cameroun qui couvre une superficie de 15.000.000 d'hectares environ.

Le tabac. — En ce qui concerne cette culture, les Allemands avaient atteint des résultats importants. Secondés

par les Hollandais ils avaient acclimaté une variété de Sumatra reconnue excellente pour l'enrobage des cigares.

Dès 1913, six plantations exportaient 1.600 balles de tabac de 80 kilog. soit 128 tonnes dont les qualités supérieures étaient cotées 18 fr. 75 le kilog. Ils avaient installé dans la région de Nyombé, d'immenses séchoirs en tôle pouvant contenir chacun 1.500.000 feuilles. Des voies de Decauville avaient été installées et des cases confortables construites pour le personnel des Sociétés ainsi que des locaux pour la fermentation, le triage et la préparation des feuilles.

Mais sur ces concessions immenses une main d'œuvre considérable était nécessaire. Certaines employaient de 4.000 à 5.000 travailleurs qu'il fallait recruter dans toute l'étendue du territoire. Avec nos méthodes administratives et la faible densité de la population, il sera impossible de redonner aux exploitations de tabac, l'extension considérable qui leur avait été donnée par les Allemands. A titre d'exemple, la C^{ie} Forestière Sangha Oubangui a obtenu du sequestre en location précaire la concession de la Taback-Pflanzungsgesellschaft à Nyombé. Elle n'a jamais pu avoir plus de 300 travailleurs au lieu des 7.000 qu'employait l'organisation commerciale allemande.

En 1921, 5.786 kilog. de tabac d'une valeur de 86.790 fr. ont été exportés.

Le cacao. — Par suite du partage du Cameroun, entre la France et la Grande-Bretagne, il se trouve que les grandes plantations européennes de cacaoyers sont situées presque entièrement dans la zone anglaise, notamment sur le massif du Cameroun.

En 1913, 13.161 hectares étaient plantés en cacaoyers dans les concessions allemandes, mais le produit ne réussissait pas à concurrencer les fèves de San Thomé et de Fernando Po. On trouvait au cacao du Cameroun un certain goût acidulé.

Cependant dans toute la région côtière, et notamment dans les alentours de Kribi, d'Edéa, de Nyombé, la culture du cacao s'est développée ainsi que le long du cours des rivières.

Mais l'indigène manque de soins, il ne sait pas suivre la croissance de l'arbuste ni combattre les maladies du végétal. Son produit déprécié lui est payé un bas prix, 0.60 à 0.80 le kilog. Cependant, à l'heure actuelle le Cameroun exporte plus de 3.000 tonnes de fèves de cacao.

Là encore les fluctuations considérables du cours de ce produit sur les marchés d'Europe sont une entrave considérable à la mise en valeur et même à l'entretien des plantations existantes. Nous avons reçu à ce sujet les confidences de petits colons qui se plaignaient de cette instabilité des cours. Ils avaient été à peu près ruinés par les cours pratiqués fin 1920. Il est facile de s'apercevoir de cette brusque chute de la valeur de ce produit en comparant le tableau ci-dessous. En 1921 une quantité supérieure de fèves de cacao avait une valeur de beaucoup moindre à celle de la récolte, pourtant inférieure de l'année précédente.

1912.....	5.304 tonnes	5.304.000 marks
1913.....	5.895 »	5.304.000 »
1919.....	2.341 »	4.232.205 francs
1920.....	2.583 »	6.587.655 »
1921.....	3.289 »	4.935.500 »

Citons encore parmi les principales ressources du Cameroun : le café, le kolatier, l'ivoire, le ricin et les textiles.

Les exportations d'ivoire en quantité et en valeur pour les années 1919 et 1920 ont été :

1919.....	5.544 kilog.	valant 173.406 francs
1920.....	10.839 »	166.281 »

Le cotonnier. — La plaine septentrionale peut se prêter à la culture du cotonnier. Il serait peut-être même possible

de l'entreprendre dès maintenant dans le pays de la Bénoué à raison des facilités d'évacuation de cette zone par la Bénoué et le Niger.

Mais il ne faudrait pas croire que cette culture puisse être d'un rendement immédiat. Il convient d'opérer avec méthode, de procéder à la sélection des semences des variétés indigènes, de s'assurer de la main d'œuvre utile, de calculer avec soin le prix de revient du coton égrené et pressé à l'usine, enfin de compter les frais de transport jusqu'au port d'embarquement.

Mais là, les difficultés sont immenses et une entreprise privée qui se contenterait d'inciter l'indigène à développer ses cotonneraies serait vouée à un échec certain, si elle ne s'assurait pas de sélectionner les semences. A l'heure actuelle cette exploitation serait déficitaire pendant longtemps avant de pouvoir rivaliser comme prix de vente avec les colonies britanniques et les Etats-Unis.

L'élevage. — L'élevage mérite une mention toute particulière. Les Allemands s'étaient déjà efforcés de profiter des aptitudes remarquables des peuples pasteurs de la Région du Tchad et ils avaient obtenu des résultats tout à fait encourageants. Ils avaient introduit dans les Colonies des spécimens d'Europe, des races ovines et porcines, et des croisements opérés dans des fermes d'élevage qu'ils avaient créées à Bouéa, Yaoundé et Nyasosso avaient donné d'excellents résultats. Ils avaient pu aussi obtenir une importation relativement importante avec les pays voisins qui ne peuvent se procurer sur place de viande de boucherie, notamment les îles de San Thomé et de Fernando-Po, la Nigéria britannique, le Gabon et le Congo. Enfin à Gombé, non loin de Garoua, les Allemands avaient créé une jumenterie et les premiers résultats obtenus ont montré la possibilité de sélectionner rapidement les poulinières.

Il sera facile d'améliorer les procédés d'élevage à raison de l'attachement des peuples de la région du Nord pour leurs troupeaux.

L'exportation des bovidés par Duala a presque virtuellement disparu pendant ces dernières années, mais récemment vient de se créer la Société Pastorale et Agricole du Cameroun qui va reprendre incessamment les exportations et qui déjà, en fait, pourvoit au ravitaillement en viande fraîche de la ville de Duala et des bateaux qui y touchent.

Pendant la guerre il s'est fait un assez gros commerce de peaux, mais depuis la cessation des hostilités les prix du cuir ont baissé et actuellement ce commerce devenu insuffisamment rémunérateur a dû être abandonné : des stocks même n'ont pu être évacués, le transport à la mer les grevant trop lourdement pour pouvoir assurer leur vente dans de bonnes conditions.

Cependant un mouvement assez intense d'exportation de bétail se fait dans l'intérieur vers la Nigéria et l'Afrique Equatoriale Française. S'effectuant sur toute l'étendue des frontières terrestres, il ne peut-être contrôlé ni recensé.

Il convient de signaler que la présence de la mouche Tsé-Tsé dans presque toute l'étendue de la colonie, exception faite de la région nord et de la région du Lac Tchad, limite l'élevage à cette partie du territoire. De plus, la présence de sources de Natron sont une des raisons du bon développement des espèces ovine et chevaline dans cette région. Il est toutefois regrettable que ces points d'eau dont les principaux sont Woulgo, Goulféiet Koutelaha soient situés dans la zone du Cameroun britannique. Chaque année les Arabes Choas, les Borrros et les Foulbés quittent leurs villages pour conduire leur bétail dans les herbages natronés ; de là, un important mouvement commercial qui s'opère en dehors de notre zone d'influence.

D'une manière générale ; les bœufs de cette région portent

une bosse grasseuse et ont des cornes de grandes dimensions. Cependant les riverains du Tchad élèvent des bœufs sans cornes.

Il est assez difficile d'indiquer le prix de ce bétail qui est fonction de l'âge de l'animal, de son état et de son sexe. Toutefois on peut estimer qu'un bœuf de 18 mois à 2 ans se paie de 200 à 250 fr. en monnaie-papier française et environ la moitié de cette somme en monnaie-argent française ou en marks argent qui continuent à être très recherchés par les indigènes.

Le prix des chevaux varie dans les mêmes proportions. A Ngaoundéré et Maroua, un bon cheval susceptible d'être monté, vaut de 600 à 800 francs en monnaie-papier et environ la moitié de cette somme en monnaie argent.

Le sous-sol. — Les richesses minières du Cameroun n'ont pas encore beaucoup attiré la prospection. Sans doute, on peut affirmer que les Allemands avaient déjà opéré maintes recherches, mais beaucoup des documents s'y référant ont disparu pendant la guerre. L'inventaire de ces richesses minières est donc encore à faire. A l'heure actuelle aucune exploitation n'a encore été tentée. Des schistes bitumeux et de pétrole existent près de Duala. Le décret du 3 mars 1921 réglemente la recherche et l'exploitation de ces gisements pétrolifères.

Dans la vallée de la Bénoué, près de Garoua, la présence de l'or a été révélée ainsi que celle du platine dans les environs de Kribi. On trouve du graphite dans les monts Boumbafal.

Depuis peu, il semble que l'attention publique s'oriente vers la découverte des richesses du sous-sol, mais les recherches sont entreprises sans méthode par des gens incompetents. De là des retards et des échecs.

Il est certain que le sous-sol du Cameroun, comme d'ailleurs celui de l'Afrique Equatoriale, malgré la diversité de

leurs terrains sont de même nature que celui des colonies environnantes, Nigéria et Congo Belge. Or, ces deux colonies, depuis déjà longtemps, ont entrepris l'exploitation de richesses minières : étain, houille en Nigéria ; cuivre or et diamants au Congo Belge.

Il y a donc là une nouvelle source d'industries dont il est encore impossible, à l'heure actuelle, de prévoir le développement.

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

La valeur totale des exportations et importation pendant les années 1902 à 1912 étaient :

	Exportations	Importations
	—	—
	(En milliers de marks)	
1902.....	6.264	13.275
1903.....	7.139	9.425
1904.....	8.020	9.378
1905.....	9.315	13.467
1906.....	9.945	13.305
1907.....	15.866	17.296
1908.....	12.163	16.788
1909.....	15.448	17.722
1910.....	19.924	25.580
1911.....	21.251	29.317
1912.....	23.336	34.241

Il apparaîtra nettement de ce tableau que depuis 1909 les importations avaient doublé et que les exportations s'étaient accrues de 50 0/0. Cette augmentation s'est étendue à toutes les denrées. En 1912 le coton a augmenté de 25 0/0 de la production de 1911, mais l'augmentation avait bien davantage porté sur les bois. En 1912 le montant de l'exportation des bois atteignait 696.000 marks contre 388.000 en 1911. L'expor-

tation de la noix de kola atteignait 19.063 marks en 1911 et monta à 166.962 marks en 1912.

Le tableau suivant indique la valeur des principales exportations en 1912 :

Bananes.....	17.591 marks
Cacao.....	4.242.271 —
Ivoire.....	536.493 —
Noix de kola.....	166.962 —
Amandes de palme.....	4.406.151 —
Huile de palme.....	1.622.387 —
Caoutchouc de plantation.....	170.552 —
— — forêt.....	11.301.671 —
Bois.....	695.851 —

Environ 50 0/0 des exportations se faisaient par Kribi, 35 0/0 par Duala et 15 0/0 par Victoria.

La valeur totale pour l'année 1912 atteignait 23.236.212 marks.

Le commerce de ces produits avec l'Allemagne atteignait 19.840.977 marks et 3.072.091 marks avec l'Angleterre.

Le tableau suivant indiquera la valeur des principales importations en 1912 :

Biscuits.....	291.223 marks
Beurres et œufs.....	461.917 —
Poisson sec ou fumé.....	2.321.398 —
Farine.....	150.575 —
Conserves.....	853.349 —
Pommes de terre.....	53.271 —
Riz.....	737.450 —
Sel.....	544.452 —
Sucre.....	140.084 —
Légumes et fruits.....	252.970 —
Vins et spiritueux.....	941.836 —
Tabac, cigares et cigarette.....	1.134.247 —

Produits pharmaceutiques.....	925.070	marks
Ameublement.....	92.571	—
Cuir.....	531.193	—
Tissus et vêtements.....	9.384.727	—
Ciment.....	334.332	—
Verrerie.....	402.852	—
Fer et quincaillerie.....	3.989.937	—
Machines.....	235.825	—
Papier.....	271.283	—
Rails et traverses.....	422.648	—
Bateaux.....	279.306	—
Charbon.....	271.139	—
Pétrole.....	161.106	—

Sur une valeur totale de 34.241.582 marks en 1912, de marchandises, 27.216.176 marks provenaient d'Allemagne, et, pour une valeur d'environ 5.522.829 marks elles venaient d'Angleterre, principalement la viande de conserve, le poisson et les tissus.

Il ne nous a pas été possible de nous procurer le détail des importations par nature et origine de ces dernières années, mais les chiffres globaux font ressortir une augmentation de valeur. Il faudra pourtant les lire en tenant compte de l'augmentation du coût des marchandises provenant des marchés européens et la comparaison n'ayant pas pour base la même valeur d'achat n'a rien d'absolu. Il convient de noter, toutefois, que jusqu'en octobre 1920 la livre anglaise a été décomptée à 25 fr.70. Le chiffre de 47.242.000 fr. marqué comme étant celui des importations en 1920, devrait donc être relevé pour tenir compte du cours du change à une somme d'environ 60.000.000. fr

Tableau du chiffre total des importations en francs

	Total des imp. allemandes
1912.....	34.241.183 marks
1916 (avril à décembre)....	8.500.886 fr.
1917.....	10.782.155 —
1918.....	13.529.962 —
1919.....	17.306.000 —
1920.....	47.242.000 —

Il convient de faire observer que ces chiffres ne représentent que les produits contrôlés par les deux seuls bureaux de douane existant à Duala et à Garoua sur la Bénoué. Enfin le territoire est diminué de beaucoup, notamment la partie laissée sous l'autorité britannique englobant les grandes plantations, apportait une grosse contribution au mouvement des entrées et des sorties.

Le port de Kribi a perdu toute son importance alors qu'il était jadis le centre de l'exportation du caoutchouc.

Le désarroi du marché mondial a eu sa répercussion au Cameroun. Les affaires ont augmenté d'intensité en raison directe de la hausse des prix des matières premières et diminué en fonction de leur chute.

L'indigène est défavorablement impressionné par l'instabilité des cours et les fluctuations des prix d'achat'échappent à sa compréhension. Cependant après l'hésitation provoquée par l'effondrement des prix des principaux produits riches en 1921, caoutchouc, ivoire et palmistes, il semble que l'activité des échanges se manifeste à nouveau. Si les cours se stabilisent, si le prix des marchandises importées baisse, il n'est pas téméraire d'affirmer que s'ouvrira une nouvelle ère de prospérité.

Le tableau suivant montrera quels sont les principaux

pays importateurs et le montant de leurs importations évalué en francs.

<i>Les pays importateurs :</i>	1919	1920
France.....	3.221.618 fr.	9.301.044 fr.
Colonies françaises.....	491.317 »	471.914 »
Angleterre.....	11.125.708 »	30.957.125 »
Colonies anglaises.....	300.059 »	348.584 »
Etats-Unis.....	1.793.895 »	5.534.132 »
Allemagne.....		33.789 »
Belgique.....		66.633 »
Hollande.....		251.747 »
Espagne.....	31.036 »	63.889 »
Colonies espagnoles.....	33.098 »	165.161 »
Autres Pays.....		28.518 »
Total.....	17.306.633 fr.	47.242.438 »

L'Angleterre vient en tête avec 65 0/0 environ des importations (tissus, cigarettes, savon, etc). La France est au dernier rang avec 21 0/0 du chiffre total (conserves, farineux, aliments, vins et liqueurs) la part des Etats-Unis représente 11,5 0/0, (farines, pétroles, tabac en feuilles).

Principales importations en valeur :

	1919	1920
Tissus de coton.	4.576.471 fr.	16.651.17
Sel.....	1.428.479 »	2.616.683
Tabac.....	1.574.719 »	2.177.000
Vêtements de coton.....	795.372 »	1.588.454
Vins.....	459.096 »	933.454
Riz.....	315.886 »	1.082.465
Sucre.....	62.830 »	674.910
Pétrole.....	175.493 »	386.674
Savon.....	311.663 »	658.374
Ouvrage de métaux.....		807.534
Bière	256.375 »	363.920

La reprise de la vie économique et de l'activité commerciale au Cameroun qui se sont manifestées depuis le traité de Paix, si elles n'apparaissent pas très clairement des statistiques à raison d'une diminution du territoire et aussi de l'augmentation de valeur des produits depuis la guerre, ressortent de la façon la plus saisissante si on examine les mouvements des navires dans le port de Duala au cours des trois dernières années.

Années	Navires entrés	Tonnage brut	Tonnes débarquées	Tonnes embarquées	Total des Manipulations
1917.....	69	134.922	14.480	11.230	25.710
1918.....	45	81.195	12.922	9.366	22.288
1919.....	113	210.291	11.381	45.642	57.023
1920.....	271	524.712	15.231	45.000	60.231

L'année 1920 qui a marqué ainsi, que nous l'avons dit, l'apogée de l'ère de prospérité du pays a donc vu un mouvement de navires extrêmement élevé. Toutefois, il y a lieu de faire remarquer, que le nombre des tonnes manipulées à l'exportation est inférieur à celui de l'année 1919. Ce fut sans nul doute la conséquence de la crise commerciale générale qui se manifesta dans les derniers mois de cette année et de la crise des oléagineux et du cacao. Mais dès 1919 le nombre des tonnes manipulées à l'exportation dépassait les derniers chiffres allemands de 1913. (34.538 tonnes contre 45.642 tonnes en 1919).

Le mouvement général de la navigation se répartit comme suit pour 1920 :

Pavillon des Navires	Nombre de Navires	Tonnage nominal des Navires
France.....	115	252.625
Angleterre...	89	174.894
Etats-Unis...	14	56.272
Danemark...	10	12.500
Hollande.....	18	26.690
Espagne.....	21	7.579
Suède.....	2	1.488
Allemagne...	2	2.664
	271	524.712

Les principales Compagnies de navigation sont :

1^o *Compagnie des Chargeurs Réunis* qui assurent un service régulier : Bordeaux, Matadi et un service mensuel de cargos.

2^o *Société Navale de l'Ouest* qui fait un service mensuel régulier de cargos.

3^o *C^{ie} Hollandaise* : Holland West Africa Ligne

4^o *C^{ie} Américaine* : Bull Line.

En outre, plusieurs sociétés locales ont leurs cargos. Le commerce est donc certain de trouver un écoulement facile et rapide de ses produits. Il est regrettable que les prix du fret et des passages soient encore aussi élevés.

De Dunkerque, du Havre et de Bordeaux, les marchandises paient par 1.000 kilogrammes ou mètre cube 120 à 185 fr. selon leur nature jusqu'à Duala. (Tarif du 20 octobre 1921).

Le passage Bordeaux Duala (Souellaba) est fixé à 3.935 fr., 3.145 fr. et 1.785 fr. pour les 1^{res}, 2^e et 3^e classes et 825 fr. dans l'entrepôt.

Le prix très élevé des passages des bateaux postes de la C^{ie} des Chargeurs Réunis : « Asie, Europe, Tchad », sont la cause que beaucoup de commerçants désertent le pavillon français et rentrent par les courriers étrangers dont les prix sont beaucoup moindres. Il y a là une situation de fait préjudiciable causé à notre armement principalement par le coût très élevé du charbon.

Il faut encore tenir compte que le pavillon allemand a reparu dans le golfe de Guinée et que sa concurrence menace d'être mortelle pour notre marine commerciale, à raison du change favorable de notre devise, par rapport au mark. Dès le mois d'août 1920 ; un bateau de la C^{ie} Woermann vint demander du fret à Port Gentil, au Gabon. Le prix de la tonne tomba dans les mois qui suivirent à 250 fr. au lieu de 450 environ, prix qui était précédemment demandé pour les bois.

Actuellement l'accès du port de Duala est interdit conformément au Traité de Paix, aux navires allemands, mais la

menace de leur concurrence doit être un avertissement afin de faire hâter la prise des mesures qui doivent assurer aux produits des colonies françaises le monopole du pavillon national.

Le trafic et l'exploitation des deux chemins de fer du Cameroun (Chemin de fer du Nord et Chemin de fer du Sud) méritent également d'être mis en valeur pour les résultats obtenus dès la réouverture des deux voies au trafic normal après la cessation des hostilités au Cameroun.

Chemin de fer du Nord. — D'après les statistiques allemandes, les résultats du trafic pour les années 1911, 1912, et 1913 étaient établis comme suit :

<i>Recettes (en marks) :</i>	1911 (9 mois seulement)	1912	1913
Voyageurs.....	95.794	176.980	242.701
Marchandises.....	262.465	398.027	709.210
Animaux.....	7.420	10.390	
Diverses.....	14.753	48.161	
Total.....	380.432	633.558	951.911
Dépenses d'exploitation	319.642	414.092	Inconnues
Excédents de recettes.....	60.790	219.466	»
<i>Éléments du Trafic :</i>			
Nombre de voyageurs	89.399	154.833	159.163
Nombre de tonnes de march. .	45.542	24.485	37.114

Les principales marchandises transportées sont, à la montée, le sel, le riz et les produits d'importation ; à la descente, les palmistes, l'huile de palme, les bois de construction, le cacao et le tabac.

En 1913, les principales marchandises exportées provenant du chemin de fer du Nord sont :

Graines de palme.....	17.978 tonnes
Huile de palme.....	4.021 —
Bois divers.....	10.502 —

Cacao en gousses.....	687 tonnes
Cacao en graines.....	721 —
Tabac.....	136 —

Il est à remarquer que le mouvement commercial du chemin de fer du Nord est en progression constante pendant les trois dernières années de l'exploitation allemande.

Dès la cessation des hostilités, la ligne est rouverte au trafic avec des moyens de fortune. Le mouvement s'accroît ainsi que le fait ressortir principalement le nombre des voyageurs transportés.

	Nombre de voyageurs	Tonnage total
1916.....	40.254	5.034 tonnes
1917.....	62.281	9.643 —
1918.....	74.567	131.71 —
1919.....	131.913	12.374 —
1920.....	164.783	13.291 —

Le résultat du trafic des diverses années s'établit comme suit :

	1916	1917	1918	1919	1920
<i>Recettes (en fr.) :</i>	—	—	—	—	—
Voyag. et bag...	116.614	177.191	199.048	339.818	741.891
Marchand. G. V.		15.436	24.240	19.347	32.428
Marchand. P. V.	185.718	295.987	304.691	349.980	550.905
Recettes totales :	302.332	488.614	527.279	709.145	1.325.224

Eléments du trafic :

Nombre de voyageurs	40.254	62.071	74.566	131.913	164.783
Tonnage des marchandises.....	5.034	9.628	12.273	12.374	12.292
<i>Dépenses d'exploitation..... fr.</i>	361.113	376.422	517.651	664.660	834.937

Les principales marchandises transportées sont à la montée : le sel, les tissus, les produits d'importation ; à la des-

cente surtout les palmistes, l'ivoire et le caoutchouc. Les tonnages des principales marchandises sont indiqués ci-après :

	1916	1917	1918	1919	1920	
<i>Montée :</i>						
Sel	841	1.754	1.581	1.528	2.145	tonnes
Tissus	23	36	35	36	16	»
Tabac		23	35	20	40	»
Emballages vides .	124	271	221		237	»
<i>Descente :</i>						
Palmistes	2.259	4.553	5.488	6.407	5.353	»
Huile de palme ...	675	723	533	813	573	»
Cacao	78	144	104	1.020	168	»
Caoutchouc						
Maïs	33	37	44	152	296	»
Arachides	34	24	154	157	107	»
Divers	901	1.734	3.911	2.038	2.784	»
Total	4.968	9.489	12.126	12.191	11.689	»

Si on compare les résultats de 1913 avec ceux de 1920 on voit que le mouvement des voyageurs est légèrement supérieur mais que celui des marchandises est moindre.

Cette diminution considérable du tonnage (12.000 tonnes au lieu de 37.000) est due à l'arrêt presque complet des exploitations forestières qui fournissaient à elles seules plus de 10.000 tonnes.

Quoi qu'il en soit, la situation financière du chemin de fer du Nord est excellente.

Chemin de fer du Centre. — De construction plus récente, le chemin de fer du Centre n'était pas encore en plein trafic en 1914. Le mouvement des marchandises était assez restreint.

Pendant le deuxième semestre 1913, d'après les statistiques allemandes le trafic s'établissait comme suit :

Recettes :

Voyageurs.....	36.826 marks
Marchandises.....	97.059 »
Total.....	133.885 »

Eléments du trafic :

Nombre de voyageurs..	17.444
Nombre de tonnes	3 138

Le trafic et l'exploitation furent également ouverts au commerce dès 1916 et leur progression depuis cette époque n'a fait que s'accroître ainsi qu'il apparaîtra du tableau ci-dessous :

	1916	1917	1918	1919	1920
<i>Recettes :</i>	—	—	—	—	—
Voyag. et bag....	114.330	131.376	166.389	365.857	688.122
Marchand. G. V.	6.461	10.443	9.167	11.633	40.101
Marchand. P. V.	117.619	225.455	369.935	535.276	959.412
Recettes totales :	238.610	367.274	546.091	912.766	647.635

Eléments du trafic :

Nombre de voya- geurs	23.557	29.120	42.636	85.071	96.896
Tonnage des mar- chandises.....	2.762	7.366	12.637	21.616	21.969
<i>Dépenses d'explo- itation..... fr.</i>	506.677	556.303	551.041	743.607	1.152.737

Les principales marchandises transportées sont à la montée : les sel, les tissus, les produits d'importation ; à la descente, surtout les palmistes, l'ivoire, le caoutchouc. Les tonnages se répartissent comme suit :

	1916	1917	1918	1919	1920	
<i>Montée :</i>						
Sel	956	1.809	1.956	2.495	3.383	tonnes
Tissus.....	38	66	84	56	204	»
Tabac.....		5	26		143	»
Emballages vides.	69	122	125	111	298	»

<i>Descente :</i>						
Palmistes	644	2.914	6.368	10.365	10.351	»
Huiles de palme ..	432	211	220	253	215	»
Cacao.....	47	83	49	169	165	»
Caoutchouc.....	29	150	195	309	495	»
Maïs.....		48	114		39	»
Arachides.....			110	315	122	»
Divers	334	4.716	3.290	4.993	3.699	»
Total.....	2.549	7.124	12.447	19.066	19.105	»

Comme pour le chemin de fer du Nord, le trafic du Chemin de fer du Centre s'est considérablement développé. Alors qu'en 1913, pendant le deuxième semestre, il n'avait été transporté que 7.344 voyageurs et 3.138 tonnes de marchandises, en 1919 et en 1920 le mouvement a plus que quintuplé. Il faut s'attendre pour l'année 1921 à une légère diminution due à la baisse des cours en provoquant une diminution du trafic. Cependant les plus grands espoirs peuvent être attendus de cette voie de pénétration dont le rendement ne pourra que s'accroître lorsqu'elle atteindra Yaoundé et le Nyong.

Conclusion. — Le retard qui sera apporté au développement progressif du Cameroun sera fonction de l'accroissement de ses moyens de communication, chemins de fer et routes. Les rivières sont barrées par des rapides ou des chutes. Les principales le Munga, le Wuri et la Sanaga ne sont navigables pour les petits bateaux à vapeur que sur

une distance de 60 km. environ. Par delà cette distance, les transports doivent se faire à dos d'homme à raison de 25 kg. environ par homme et de 20 à 25 km. par jour et encore ces indications correspondent à maximum.

Si l'on songe que la distance de Duala à la région centrale du Cameroun et du Lac Tchad est d'environ 30 à 40 jours, seuls les produits riches, ivoire et caoutchouc, peuvent être transportés à la côte.

C'est le désir le plus grand et l'ambition la plus chère de l'actuel commissaire de la République que de développer les moyens de communication, de faciliter le développement social des indigènes et d'encourager dans la plus grande mesure l'exploitation et la mise en valeur des richesses de l'hinterland.

Les énormes difficultés que rencontrera la construction du chemin de fer ne doivent pas être sous-estimées. Le pays est montagneux, couvert d'une végétation tropicale. Enfin, la maladie du sommeil est combattue, mais elle n'est pas vaincue. Dans ce pays, la continuation du chemin de fer sera coûteuse et difficile, mais lorsque la route du Tchad sera ouverte à une communication rapide avec la côte, les plus belles espérances seront réalisées dans un avenir sans doute assez proche pour que les pionniers de l'heure présente voient la récompense de leurs efforts.



Vu, le Président de la thèse,

Paris, 25 avril 1922.

Vu, le Doyen,

F. LARNAUDE.

E. GARÇON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

Journal officiel des territoires occupés de l'ancien Cameroun depuis le 1^{er} novembre 1916.

Bulletin du Comité de l'Afrique française.

L'existence au Cameroun. — Docteur Gustave MARTIN.

L'agriculture et l'élevage au Cameroun. — Robert THILLARD.

L'Afrique Equatoriale. — BRUEL.

L'Afrique Equatoriale. — RONDET-SAINT.

Rapport général sur la mission de délimitation 1912-1913-1914. — PÉRIQUET.

La mission Cottes au Sud-Cameroun 1905, 1908. — COTTES.

Revue Colonies et Marine. — Ce qu'il faut savoir du Cameroun. — Gaston JOSEPH.

Revue des Sciences politiques. — L'œuvre française au Togo et au Cameroun conquis. — G. REGLESPEGER.

Les colonies allemandes. — Henri SCHULLER.

AUTEURS ETRANGERS

ALEXANDER Lieut. — *Boyd. From the Niger to the Nile*, Londres, 1907.

BURTON. — *Abeokuta and the Cameroons Mountains*, Londres, 1863.

CALVERT. — *The Cameroons*, Londres, 1917.

DOMINIK. — *Kamerun. Sechs Kriegs und friedensjahre*, Berlin, 1908.

— *Von Atlantik zum Tschadsee. Kriegs und Forschungsfahrten in Kamerun*, Berlin, 1908.

- FROBENIUS. — *Und Afrika sprach.*, Berlin, 1915.
HAASE. — *Durch unbekannte Kamerun*, Berlin, 1905.
HUTTER. — *Wanderungen und Forschungen im Nord, Hinterland Von Kamerun*, Brunswick 1902.
— *Kamerun 1903* (in das Ueberseereich Deutschland).
JOHNSTON. — *George Grenfell and the Congo*, Londres, 1908, Pionniers.
— *Pionneers in West Africa*, Londres 1912.
— *A history of the colonisation of Africa*, Cambridge 1913.
— *Survey of the Ethnography of Africa* (*Journal of the Royal Anthropological Institute*, 1913).
LEWIN EVANS. — *The Germans and Africa*.
VON MORGEN. — *Durch Kamerun von Süd nach Nord-Reisen und Forschungen im Hinterland*, (1889-1891), Berlin, 1893.
Notes on the Cameroons. — *By a member of the West African Frontier Force* (*Géographical Journal*).
PASSARGE. — *Kamerun* (*Das Deutsche Kolonialreich*, Leipzig et Vienne, 1914).
— *Adamaoua. Bericht über die Expedition des deutschen Kamerun Komitees*, 1893-94, Berlin, 1895.
PUTTKAMER. — *Gouverneursjahre in Kamerun*, Berlin, 1912.
RITTER. — *Neu Kamerun*, Iéna. 1912.
ROHRBACH. — *Wie macken wir unsere Kolonien rentabel?* Halle, 1907.
SEMBRISKI. — *Kamerun*, Berlin, 1909.
TYMMS. — *The Cameroons*.
ZIMMERMANN. — *Geschichte der deutschen kolonial politik*, Berlin, 1914.
ZIMMERMAN. — *New Kamerun. — Reise-erlebnisse und wirtschaftspolitische Untersuchungen*, Berlin, 1913.
ZINTGRAFF. — *Nord Kamerun*.
— *Des Baumvalbau in den deutschen Schutzgebieten. Seine. — Entwikelung seit dem Jahre, 1910* (*Deutscheskolonialblatt*, Berlin, 1914).
— *Deutsches Kolonialblatt*.
— *Die deutschen Schutzgebiete in Afrika und des Südsee*.
VERHANDLUNGEN DER KAUTSCHUK. — *Kommission des Kolonialwirtschaftlichen Komitees*.
BOON. — *German Colonial Polciy* (*Journal of the Royal Colonial Institute*).

HAMILTON. — *German Colonies (Journal of the Royal Colonial Institute)*.

Major LEONARD. — *Commercial development in German Kamerun (Journal of the Royal Colonial Institute)*.

MORQUARDSEN. — *Mitteilungen aus den deutschenschutzgebieten*, Berlin, 1912.

METCALFE. — *Railway development of Africa Present and Future (Geographical Journal, 1916)*.

NUGENT. — *The geographical results of the Nigeria Kamerun Boundary demarcation commission (Geographical Journal, 1914)*.

PEACE HANDBOOKS. — *Publications of the Foreign Office*, Tome XVI.



